

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationalisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 561

Avril-Juin 2026

63e année -1,5 € / 3 CHF /
£ 1,5 / 10 DA / 1,5 DT / 5 DH
/ 300 CFA / 1,5 \$ CAD

DANS CE NUMERO

- La classe prolétarienne et la guerre que le capitalisme mène contre elle
- Trump-Xi Jinping — Poutine-Xi Jinping
- Syrie. Rojava : la faillite de la « révolution » confédéraliste kurde
- Plusieurs centaines de morts dans la catastrophe minière de Rubaya, au Congo
- Etats-Unis. Minnesota : à propos de la « grève générale » qui n'a pas eu lieu...
- Les manifestations en Bolivie et la nécessité de la lutte indépendante de classe

Contre les guerres impérialistes, une seule solution : la lutte de classe révolutionnaire !

Depuis plus de 4 ans la guerre fait rage entre la Russie et l'Ukraine, causant des centaines de milliers de morts et blessés des deux côtés ; au Moyen Orient les massacres israéliens ont fait des dizaines de milliers de morts à Gaza tandis que les attaques américano-israéliennes contre l'Iran et le Liban ont causé des milliers de victimes, fait fuir des centaines de milliers de personnes et sévèrement détruit des installations civiles ; en Afrique la guerre civile au Soudan, à travers de la quelle s'affrontent des Etats de la région, qui continue depuis 3 ans, a fait des centaines de milliers de morts ; en Asie une guerre a éclaté entre le Pakistan et l'Afghanistan, quelques mois après des affrontements entre l'Inde et le Pakistan, tandis que la Chine menace toujours d'envahir Taiwan.

Alors qu'aux quatre coins du globe des conflits meurtriers font des ravages, l'ordre international constitué sur la base du partage du monde issu de la dernière guerre, qui avait tant bien que

(Suite en page 3)

La lutte contre le racisme ne peut se faire que par des méthodes de classe

L'élection du candidat noir et membre de LFI, Bally Bagayoko, à la mairie de Saint-Denis a suscité un déferlement de commentaires racistes dans les médias et sur les réseaux sociaux. Bagayoko a appelé à un rassemblement le 4 avril contre le racisme qui a réuni plusieurs milliers de personnes dans la ville.

Il faut dire que les habitants de la ville de Saint-Denis comme du département de la Seine-Saint-Denis (93) connaissent d'expérience la réalité du racisme : les immigrés y constituent plus du quart de la population avec plus d'une centaine de nationalités différentes. C'est aussi le département le plus prolétarien de France (1) et à ce double titre les habitants du 93 jouissent d'une réputation exécrationnelle auprès des politiciens bourgeois. C'est ainsi que l'ancien ministre socialiste de l'Intérieur, J.P. Che-

vènement, attribuait en 2016 les « problèmes d'équilibre de la société française » à « l'échec du processus d'intégration » démontré par le cas de Saint-Denis où, selon lui, il y aurait 135 nationalités différentes dont une (la française) aurait quasiment disparu : le « grand remplacement » fantasmé par l'extrême droite raciste aurait donc déjà eu lieu dans cette ville ! En réalité plus de 70% des habitants de la ville sont de nationalité française (2). Mais sont-ils de vrais français s'ils sont noirs ou arabes ?

Les discours qui font écho aujourd'hui aux affirmations hier d'un Chevènement (que nous citons seulement comme exemple), ne se fondent pas sur des faits réels, mais sur des préjugés et des mensonges. Ils relèvent d'une

(Suite en page 2)

Hongrie : champ de bataille électoral des requins impérialistes américain, russe et européen. Face à la mystification démocratique, le prolétariat doit reprendre le chemin de la lutte

Un allié bien encombrant. C'est ce qu'a dû penser le dirigeant hongrois Viktor Orbán, au pouvoir depuis 2010, à propos du vice-président américain J.D. Vance, qui était venu spectaculairement lui apporter son soutien, lorsqu'il a appris l'ampleur de sa défaite face à son concurrent et ex-partisan, Peter Magyar. Il faut dire qu'avec près de 12 points d'écart, le désaveu exprimé par le peuple hongrois vis-à-vis d'Orbán ne saurait faire l'objet de la moindre contestation. Tous les anti-fascistes d'opérette, de la droite conservatrice européenne à l'extrême gauche (!) bourgeoise n'ont pas manqué

de saluer la fin du règne de cette figure de proue de l'illibéralisme, modèle de l'extrême droite européenne, de Le Pen à Meloni, en passant par Salvini, Wilders et l'AFD, et rare personnalité politique à pouvoir prétendre avoir été adoubee par Trump et Poutine. Il n'est pas jusqu'à nos ineffables trotskistes de Lutte ouvrière pour se réjouir de la victoire d'un candidat conservateur, ayant fait toute sa carrière dans les rangs du Fidesz et de l'administration Orbán, aussi notoirement anti-immigrés que son prédécesseur, convain-

(Suite en page 15)

La lutte contre le racisme ne peut se faire que par des méthodes de classe

(Suite de la page 1)

propagande raciste et xénophobe diffusée par les médias et les partis politiques de droite ou de gauche qui fait des étrangers, des migrants, les responsables des difficultés des prolétaires français; on se souvient du foyer malien détruit au bulldozer par la municipalité PCF de Vitry en 1980. Marchais, le secrétaire général du PCF déclarera à ce propos : « *La présence en France de quatre millions et demi de travailleurs immigrés fait que la poursuite de l'immigration pose aujourd'hui de graves problèmes (...). C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage (...)* il faut stopper l'immigration officielle et clandestine ».

Cette orientation s'alignait de fait sur les attaques de l'Etat contre les travailleurs immigrés, avec une série de lois et de décrets tacitement acceptés par les partis de gauche et les syndicats ; elle était l'autre face de l'orientation chauvine traditionnelle du PCF qui se manifestait alors par une bruyante campagne «produisons français!». C'est le propre du collaborationnisme syndical et politique de se faire l'agent des intérêts capitalistes, y compris lorsqu'ils prétendent vouloir les amender pour qu'ils prennent en compte les intérêts des travailleurs. Les partis de gauche l'ont démontré lors de leurs passages au gouvernement et les syndicats par leur sabotage des luttes d'ampleur. Le racisme est le fruit de la société bourgeoise qui divise de mille manières les prolétaires, les divisions nationales et « raciales » étant peut-être les plus difficiles à surmonter en raison de l'esprit de supériorité nationale diffusé en permanence et à tous les niveaux par les organes de la bourgeoisie. Il est consciemment utilisé pour affaiblir le prolétariat.

La lutte contre le racisme ne peut avoir une quelconque efficacité si elle ne se base pas sur une orientation anti-bourgeoise ; quand elle est menée à l'inverse au nom de la démocratie, elle ne sert qu'à stériliser les énergies disposées à la lutte, comme le démontrent les grandes luttes d'hier («marches pour l'égalité», etc.) et celles d'aujourd'hui. Redorant le blason des organisations collaborationnistes ennemies de l'émancipation ouvrière, préconisant des actions interclassistes avec des secteurs bourgeois, avançant des objectifs illusoire de démocratisation de la société, l'anti-racisme dé-

mocratique n'est pas seulement une diversion et une impasse ; il constitue un obstacle à la lutte et à l'organisation prolétarienne de classe.

On le voit avec l'initiative de Bagayoko : il appelait à un « *rassemblement citoyen* » contre « *le racisme, les discriminations et la haine de l'autre* » et pour « *défendre la République et ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité* » (3).

La devise « liberté, égalité, fraternité » a sans doute joué un rôle dans le cadre de la révolution bourgeoise contre l'Ancien régime féodal. Mais, depuis, elle ne sert qu'à camoufler la réalité des valeurs bourgeoises : *oppression, exploitation, répression* que la République française bourgeoise et impérialiste a mis en œuvre tout au long de sa sanglante histoire contre les prolétaires de France et d'ailleurs, et contre les populations colonisées et esclavagisées. Appeler à défendre la République, c'est appeler à défendre une forme de la domination bourgeoise contre une autre qui serait autoritaire et raciste – comme si le racisme n'était pas produit et utilisé précisément par cette domination, qu'elle soit « républicaine » ou non ! C'est non seulement détourner l'attention de la cause réelle, institutionnelle, de l'oppression raciste et empêcher donc une lutte véritable contre elle, et renforcer en définitive le racisme d'Etat.

La lutte contre le racisme exige au contraire qu'elle soit menée sur des orientations clairement anti-capitalistes, par des méthodes non pas « citoyennes » et électorales, mais par des méthodes de classe pour la défense des intérêts prolétariens. Cela implique une rupture nette avec les positions de Bagayoko et de LFI, qui comme tous les réformistes, font obstacle à toute position de classe.

LE SUIVISME OPPORTUNISTE DE «REVOLUTION PERMANENTE»

Ce n'est évidemment pas la voie suivie par les groupes d'« extrême » gauche, qui n'ont de révolutionnaires ou de marxistes que le nom : ils ont participé à l'opération politique de Bagayoko, qui, sous couvert de lutte anti-raciste, était un soutien à LFI.

Lutte Ouvrière, qui avait dépêché Nathalie Arthaud au rassemblement de Saint-Denis, s'est ainsi contentée de « *regretter que les orateurs, dont Bagayoko lui-même, aient choisi de situer leurs interventions sur un plan natio-*

naliste » que la solution serait le vote LFI à la présidentielle et qu'ils aient conclu par le chant de la Marseillaise (4). Une organisation véritablement communiste et ouvrière n'aurait pas « regretté » ces discours, elle les aurait dénoncés et combattus : mais, suivisme oblige, LO ne s'oppose jamais ouvertement aux partis et aux grandes organisations réformistes à l'ombre desquelles elle vit.

Cependant, c'est Révolution Permanente qui a fait la preuve d'un total suivisme opportuniste par rapport aux positions de Bagayoko et de LFI. RP avait déjà repris sur son site sans faire le moindre commentaire, l'appel à la défense de la république et de ses valeurs – appel rejoint par un ensemble d'organisations politiques (LFI PCF, Verts...) syndicales (CGT, Solidaires, FO...) et associatives (MRAP, SOS Racisme...) (5) : elle écrivait qu'il fallait « *se mobiliser pour opposer un large front face aux attaques racistes l'extrême droite et au gouvernement qui lui pave la voie* ». Elle précisait toutefois – c'est bien le moins ! – que la mobilisation « *devra être clair sur le fait que ni la macronie, ni la gauche bourgeoise ne peuvent être des alliés dans ce combat* » (le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et d'autres personnalités de la majorité macroniste ayant condamné les propos racistes contre le maire LFI). Son compte-rendu du rassemblement où étaient présents deux de ses dirigeant(e)s (l'avocate Elsa Marcel, élue à la municipalité de Saint-Denis sur une liste concurrente de celle de LFI, et Anasse Kazib, le porte-parole de RP), n'émet même pas un « regret » sur l'orientation des discours et sur le chant de la Marseillaise : il n'en parle pas ! Par contre il cite approuvativement le slogan « *Siamo tutti antifascisti !* » (nous sommes tous antifascistes!) scandé par la foule (6) ; ce slogan illustre bien les travers de cet « anti-fascisme démocratique » : la cause des attaques contre les prolétaires ne serait pas le capitalisme mais un supposé fascisme, contre lequel il faudrait l'unité de tous, au-delà des différences de classe et autres. Bagayoko a ainsi appelé « *tous les antifascistes* » à une prochaine marche, « *perspective couplée à une démarche sur le terrain institutionnel (...)* contre l'extrême droite et le racisme ». L'extrême droite incarnerait donc seule le racisme...

Si RP n'exprime aucune critique à cette orientation « antifasciste », c'est parce qu'elle la partage ; lors d'un meeting électoral à Saint-Denis le 16/2 elle s'adressait « *aux organisations du mouvement ouvrier, de la gauche, du mouvement social* » pour « *faire front* » contre les attaques de groupes néo-nazis ; lors d'un conseil municipal le 4/4; Elsa Marcel appelait à la construction d'un « *front de résistance des organisations politiques, associatives et syndicales*

contre l'extrême droite » : l'unité avec les réformistes, voilà quelle est l'orientation des « révolutionnaires » de RP!

Que peut-on attendre d'un front des organisations collaborationnistes, adversaires déclarées de la lutte de classe véritable, de tout ce qui pourrait mettre en péril le capitalisme ? RP démontre une fois de plus que les critiques des organisations réformistes ne sont pour elle que le moyen employé pour gagner de l'influence auprès des éléments qui tendent à rompre avec les appareils et partis qui paralysent le prolétariat. Aux moments importants pour elle – par exemple quand elle entend s'implanter dans une ville sur la base d'un score électoral (7) – elle met de côté ses critiques et se rallie à ces organisations, en ramenant dans leur sillage ceux qui s'en étaient écartés.

Une lutte réelle contre le racisme ne peut se mener dans le cadre d'un front avec les organisations qui sabotent les luttes, qui diffusent les illusions électo-

ralistes et les mensonges démocratiques et qui défendent l'Etat bourgeois. Elle ne peut se mener que sur des orientations de classe, indépendamment des forces bourgeoises et de leurs valets réformistes, pour la défense exclusive des intérêts prolétariens.

• **Travailleurs français immigrés, solidarité !**

• **Contre les expulsions, Régularisation de tous les sans-papiers !**

• **Pour la lutte et l'organisation de classe contre le capitalisme et la république bourgeoise !** ●

(1) Selon un document du département datant de 2019; https://ressources.seinesaintdenis.fr/IMG/pdf/decryptage_s_v7.pdf

(2) https://www.franceinfo.fr/replay-radio/le-vrai-du-faux/135-nationalites-a-saint-denis-dont-une-qui-a-quasiment-disparue_1800303.html

(3) <https://www.revolutionpermanente.fr/4-avril-a-Saint-Denis-contre-l-extreme-droite-et-le-racisme-riposte-ouvriere-et-populaire>

riposte-ouvriere-et-populaire

(4) <https://www.lutte-ouvriere.org/journal/article/saint-denis-milliers-contre-racisme-193359.html>

(5) Le communiqué de ces organisations invoque la déclaration des droits de l'homme, les constitutions de 1945 et 1958 (!) pour conclure: « L'élection de ces maires est la concrétisation de cette promesse républicaine d'égalité ». Amen...

(6) <https://www.revolutionpermanente.fr/Saint-Denis-un-rassemblement-massif-contre-le-racisme-et-l-extreme-droite>

(7) RP, qui veut faire de Saint-Denis un Minneapolis français, avait mobilisé une centaine de militants au rassemblement, selon ses dires. Mais pour s'implanter, elle a choisi le suivisme par rapport à Bagayoko et à LFI : pas question de risquer l'impopularité en s'opposant à leur défense de la république !

Contre les guerres impérialistes, une seule solution : la lutte de classe révolutionnaire !

(Suite de la page 1)

mal circonscrit les poussées guerrières des différents impérialismes, menace désormais de s'écrouler sous les coups de boutoir de la Russie et des Etats-Unis. Dans tous les pays la priorité est maintenant donnée à un «réarmement» accéléré ; les dépenses militaires s'accroissent sans cesse, au détriment des conditions de vie et de travail de la population et particulièrement des prolétaires. Les responsables militaires européens affirment qu'il faut se préparer à une guerre avec la Russie dans les prochaines années (le chef de l'état-major français a déclaré qu'il faut «accepter de perdre des enfants» pour le bien du pays) et des nouveaux services militaires, volontaires pour le moment, viennent d'être créés en France et en Allemagne, la guerre en Ukraine ayant montré la nécessité d'avoir une quantité suffisante de chair à canon pour alimenter la fournaise guerrière: ce qui se profile c'est la perspective d'un conflit généralisé, une **troisième guerre mondiale** mettant directement aux prises les plus grands Etats.

La guerre n'est pas une aberration causée par quelques «fauteurs de guerre», par l'ambition de quelques dirigeants ou la mégalomanie de quelques dictateurs ; c'est la conséquence inévitable du capitalisme, mode de production basée sur l'exploitation du travail salarié, la concurrence effrénée, le pillage des ressources naturelles et des ri-

chesses des nations les plus faibles. L'agressivité inhérente au capitalisme est sans doute amortie dans les périodes d'expansion économique par la croissance de ses profits qui lui permet aussi de concéder des améliorations aux prolétaires en échange de la paix sociale, mais elle ne disparaît jamais comme en témoignent les guerres qui n'ont cessé d'ensanglanter la période de «paix» qui a suivi le dernier conflit mondial. Elle se manifeste dans toute sa force lorsque les périodes de crise succèdent à la «prospérité» économique ; alors en même temps que sont remis en cause les prétendus «acquis» des prolétaires, la concurrence sur le marché mondial s'exacerbe pour se transformer en guerre commerciale, les heurts entre Etats bourgeois pour la défense des intérêts nationaux deviennent toujours plus aigus ; le capitalisme dirige inexorablement la planète vers une nouvelle guerre mondiale permettant non seulement de déterminer un nouveau partage du monde à l'issue de terribles massacres, mais d'entraîner un redémarrage en grand de l'économie grâce aux gigantesques destructions du conflit – comme cela s'est produit après la deuxième guerre mondiale.

Contre ce fatal engrenage, il est vain d'invoquer le respect du «droit international» ou la charte de l'ONU, de multiplier les appels à la paix, de brandir la menace d'un tribunal international ou d'autres fumisteries dont se moquent ouvertement les responsables des

grands impérialismes. Il peut paraître logique de prendre le parti de l'agressé contre l'agresseur, de soutenir par exemple l'Iran contre l'alliance USA-Israël, mais cela revient à soutenir un capitalisme contre un autre, à soutenir la guerre que continue à mener le régime iranien contre les prolétaires et les masses de ce pays.

La seule façon réaliste de lutter con-

(Suite en page 4)

Lutte de classe et émancipation des femmes

Brochure «le prolétaire» n° 41;
Avril 2026; format A4;
80 pages; Prix : 6 €, 8 CHF

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Lutte de classe et émancipation des femmes



Avril 2026

41

La classe prolétarienne et la guerre que le capitalisme mène contre elle

C'EST L'EXPLOITATION DU TRAVAIL SALARIÉ QUI FAIT VIVRE LE CAPITALISME

La classe prolétarienne est, historiquement, la classe productrice, dont, par le biais du travail salarié, la bourgeoisie extorque la plus-value, c'est-à-dire cette valeur supplémentaire qui correspond aux heures de travail quotidiennes non rémunérées de l'ouvrier (le surtravail). Pour parvenir à ce résultat, la classe bourgeoise, en révolutionnant le système social et économique féodal – et, d'une manière générale, tout système précapitaliste –, en développant les moyens de production modernes, a développé l'économie capitaliste, l'économie marchande. On l'appelle capitaliste parce qu'elle repose sur un mode de production caractérisé par la propriété privée de tous les moyens de production, quels qu'ils soient (que le marxisme a défini comme capital constant, en raison de sa propriété de contenir déjà une valeur correspondant au travail de production antérieur, le travail mort), moyens de production qui reprennent une vitalité sociale dans la mesure où le travail vivant leur est appliqué, le travail des ouvriers pour lequel ils sont rémunérés par un salaire (ce que le marxis-

me appelle le capital variable). Outre la propriété privée des moyens de production, cette économie se caractérise surtout par l'appropriation privée de l'ensemble de la production sociale, appropriation conquise par la révolution bourgeoise et depuis défendue par la force de l'État bourgeois.

Tout être humain est ainsi contraint pour vivre de se tourner vers le marché où il achète les produits-marchandises dont il a besoin. L'achat et la vente de tous les objets produits deviennent la relation sociale dont dépend la vie de tous, tant de ceux qui possèdent tout (les capitalistes) que de ceux qui ne possèdent rien (les prolétaires). La classe bourgeoise domine la société et continuera à la dominer tant que l'État bourgeois et l'économie capitaliste subsisteront. Avec le développement de la production capitaliste et, par conséquent, du marché des biens matériels, se développe également le marché de la main-d'œuvre par l'expropriation des paysans pauvres et appauvris, par le marché des esclaves, par la ruine des couches les plus faibles de la petite bourgeoisie urbaine qui ne résiste pas à la concurrence des produits industriels. Et se développe également le marché des biens immatériels, la culture, l'art, l'idéo-

logie qui, avec le temps, deviennent des marchandises en théorie à la disposition de tous mais qui sont en réalité, des instruments supplémentaires de domination sociale de la classe bourgeoise qui en détient la propriété commerciale et intellectuelle.

La bourgeoisie, qui était révolutionnaire face au mode de production féodal et à la société féodale, s'est transformée, avec le développement du capitalisme, en une classe conservatrice et contre-révolutionnaire. Conservatrice parce que ce sont la propriété privée des moyens de production, y compris la terre, et l'appropriation privée de la production sociale qui lui permettent de dominer l'ensemble de la société, d'exploiter la main-d'œuvre prolétarienne et les ressources naturelles aux quatre coins du monde, de s'enrichir sans limites en appauvrissant et en exploitant l'ensemble de la population mondiale. La contradiction la plus aiguë de la société bourgeoise réside dans le fait que la puissance du mode de production capitaliste, qui permet de produire d'énormes quantités de biens avec un effort physique toujours moindre de la part des travailleurs, est exclusivement orientée vers la production de marchandises et donc de capital, qui deviennent les véritables maîtres non seulement du marché, mais aussi de la vie de l'espèce humaine. Mais le développement technique et technologique même de la production capitaliste et sa reproduction continue, ainsi que la production et la reproduction des masses gigantesques de travailleurs salariés sur tous les continents, poussent la société à se libérer des contraintes économiques et sociales qui étouffent la grande majorité de la population mondiale, au profit, encore aujourd'hui, exclusif de la classe bourgeoise capitaliste qui constitue une infime minorité de l'humanité.

Pour conserver sa domination sociale sur l'humanité tout entière, en s'accaparant la majeure partie des bénéfices matériels de la grande production industrielle, la bourgeoisie est contrainte de lutter contre la seule force sociale qui a historiquement démontré non seulement qu'elle pouvait lui tenir tête, mais aussi qu'elle combattait sa domination politique et économique pour la renverser, en révolutionnant de fond en comble l'ensemble de la société, tant sur le plan économique que social : le prolétariat, la classe des travailleurs salariés.

Tout comme les marchandises n'ont pas de frontières, puisqu'elles peuvent être fabriquées et vendues partout dans le monde, à moins que cela ne soit dicté par la puissance économique, politique

Contre les guerres impérialistes, une seule solution : la lutte de classe révolutionnaire !

(Suite de la page 3)

tre les guerres en cours et contre celles que préparent consciemment les divers gouvernements bourgeois, est de combattre le capitalisme en refusant de soutenir, au nom du «moindre mal», un camp contre un autre. Le prolétariat, dont l'exploitation fait vivre le capitalisme, possède du même coup entre ses mains la possibilité de l'affaiblir et de le renverser comme il l'a montré historiquement – à condition de lutter pour la défense exclusive de ses seuls intérêts de classe.

Cela signifie le refus des sacrifices au nom des prétendus intérêts supérieurs de la patrie, de l'entreprise, de l'économie nationale, c'est-à-dire d'intérêts intégralement capitalistes ; le refus de toute «union nationale» et de toute collaboration de classe, qui ne profitent qu'aux exploités ; la solidarité avec les immigrés et les prolétaires étrangers qui sont des frères de classe desti-

nés à devenir des compagnons de lutte contre le capitalisme ; et l'organisation indépendante de toute influence bourgeoise, qu'elle soit réformiste, légaliste ou pacifiste – en un mot le retour à la véritable lutte de classe.

L'opposition intransigeante aux sacrifices y compris dans la lutte immédiate aujourd'hui, est le premier pas indispensable pour la constitution d'une force de classe capable demain de s'opposer aux sacrifices sur le champ de bataille, de transformer la guerre impérialiste en **guerre civile** pour le renversement du pouvoir bourgeois et l'instauration de la **dictature internationale du prolétariat**, passage obligé pour mettre fin au capitalisme et ouvrir la voie à une société sans guerres, sans exploitations ni injustices, sans frontières ni États, le **communisme**.

• **Pour l'organisation indépendante de classe !**

• **Pour la reprise de la lutte de classe contre le capitalisme !**

• **Pour la révolution communiste mondiale !**

• **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

et militaire d'une bourgeoisie particulière sur ses concurrentes, de même la main-d'œuvre salariée n'a pas de frontières ; elle peut être exploitée dans son pays d'origine ou dans n'importe quel autre pays où ses conditions matérielles la poussent à migrer. Le prolétariat, la classe des travailleurs salariés, est le produit le plus authentique de la société bourgeoise car, sans l'exploitation de sa main-d'œuvre, le capital ne se valoriserait pas, il ne pourrait pas produire de capitaux supplémentaires, il ne pourrait pas s'accumuler entre les mains de la classe des capitalistes.

C'est pourquoi, bien que le développement technique et technologique de la production capitaliste permettrait depuis longtemps de la mettre au service de la société tout entière, de l'espèce humaine en tant que telle, la classe bourgeoise de tous les pays, afin de maintenir sa domination sociale, devient inévitablement **contre-révolutionnaire**, transformant son antagonisme de classe à l'égard de la classe prolétarienne en antagonisme historique à l'égard de l'espèce humaine tout entière.

DE LA LUTTE DE DEFENSE ECONOMIQUE, LE PROLETARIAT DOIT PASSER A LA LUTTE POLITIQUE CONTRE LA CLASSE BOURGEOISE

Pour sortir de cette étouffante, dramatique et négative contradiction, l'histoire des luttes entre les classes a objectivement indiqué la voie : la révolution de la classe mondiale des travailleurs salariés, de la classe qui, par l'emploi forcé de sa force de travail sur les moyens de production appartenant à la classe des capitalistes, produit toute la richesse sociale. La lutte que mène le prolétariat pour défendre ses intérêts vitaux immédiats recèle elle-même une contradiction, positive dans ce cas. Cette lutte a montré et montre continuellement les limites dans lesquelles elle se déroule, car elle est matériellement conditionnée par le rapport de dépendance existant entre la force de travail et le capital, donc entre le salaire – le prix de la force de travail – et le capital. Pour surmonter l'exploitation capitaliste de la main-d'œuvre salariée, le prolétariat doit faire un saut qualitatif historique ; il doit élever sa lutte économique immédiate au niveau de la lutte politique générale, c'est-à-dire dépasser la lutte que les capitalistes enferment dans les méandres du rapport de dépendance des travailleurs vis-à-vis du capital, en luttant sur le terrain politique contre la force matérielle de leur domination : l'État bourgeois, qui n'est rien d'autre que le comité d'administration des intérêts capitalistes de chaque bourgeoisie nationale.

Pour que les prolétaires puissent

mener leur lutte sur le terrain politique général – le seul terrain sur lequel il est possible de contrer et de vaincre la force dominante bourgeoise –, ils ont besoin d'une direction politique qui connaisse le parcours historique du développement social, en partant des bases économiques, de la structure de la société, pour aboutir à la superstructure, aux institutions politiques, culturelles et religieuses qui imprègnent l'ensemble de la société et l'organisant exclusivement en fonction des intérêts du capitalisme, et donc de la classe bourgeoise dominante. Cette direction politique, c'est le **parti de classe**, qui représente la conscience historique de classe. Grâce au marxisme, le parti lui permet de connaître à l'avance le parcours historique inévitable du développement du capitalisme, de ses contradictions et de son dépassement; de connaître à l'avance, sur la base également de l'expérience historique des luttes entre les classes, quels sont les objectifs réels de la lutte de classe du prolétariat, quelles méthodes et quels moyens de lutte sont cohérents, et lesquels ne le sont pas, avec ces objectifs; quels sont les ennemis de classe du prolétariat, qui ne sont pas seulement les capitalistes et les bourgeois déclarés, mais aussi toute cette masse de couches sociales petites-bourgeoises qui alimentent l'opportunisme sous ses multiples déguisements;

Les luttes de classe de 1830 en France, de 1848 en Europe, de 1871 avec la Commune de Paris, d'octobre 1917 avec la révolution prolétarienne et communiste en Russie, ainsi que les luttes prolétariennes tenaces et courageuses contre la guerre dans les années qui ont précédé et suivi la première guerre impérialiste mondiale en Allemagne, en Pologne, en Hongrie, en Italie, ont démontré la chose suivante: visant la conquête révolutionnaire du pouvoir politique, le renversement avec autant de violence que celle que le pouvoir bourgeois utilise systématiquement pour se maintenir, à l'instauration de la dictature de classe prolétarienne contre la dictature de classe de la bourgeoisie, et insérée dans le mouvement révolutionnaire international, la lutte prolétarienne a la force de changer de fond en comble la société actuelle; elle a la force de la transformer en une société où l'exploitation des classes prolétariennes et déshéritées, l'oppression systématique des peuples les plus faibles, l'appauvrissement généralisé et la réduction à la famine d'une masse humaine toujours plus grande, la guerre menée dans le seul but impérialiste de se partager le monde entre les grandes puissances existantes, seront éradiqués pour toujours.

Aujourd'hui, alors que les luttes prolétariennes sont encore réduites à l'obtention de miettes économiques et sociales, vouées à disparaître au premier

souffle de crise, au premier conflit interimpérialiste autour des matières premières et des sources d'énergie ; aujourd'hui, où le prolétariat est appelé et contraint de se sacrifier pour la énième fois et de manière plus féroce (même si cela est souvent masqué par une propagande qui présente les gouvernements bourgeois comme toujours prêts à réparer les dommages économiques et sociaux que les crises du capitalisme ne cessent de provoquer) ; aujourd'hui, où le prolétariat est contraint par les forces de la conservation et du collaborationnisme politique et syndical à se plier aux intérêts de la bourgeoisie, à son pouvoir économique et politique, en « temps de paix » comme en « temps de guerre », et où il est une fois de plus poussé vers le sacrifice ultime : le sacrifice de la vie dans une guerre générale que toutes les bourgeoisies préparent à l'échelle mondiale; aujourd'hui, il semble que le prolétariat n'ait pas d'issue, qu'il n'ait d'autre alternative que de devenir de la chair à canon après avoir été créé comme main-d'œuvre à exploiter jusqu'à la dernière goutte de sueur et de sang.

Les guerres de pillage que mènent les principales puissances impérialistes depuis toutes les décennies qui ont suivi la fin du deuxième carnage impérialiste mondial – et à laquelle se sont jointes, en cours de route, d'autres puissances disposant d'une puissance de feu moindre mais avides de se tailler une part plus grande du marché mondial dont dépend chaque économie nationale – démontre que les contradictions du capitalisme, accumulées et exacerbées par son propre développement – qui éclatent en crises périodiques de **surproduction** de marchandises et de capitaux – ne peuvent être surmontées par la bourgeoisie qu'en aggravant les facteurs de crise et de guerre générale.

Le prolétariat se soulèvera contre la guerre bourgeoise, contre la guerre de pillage impérialiste, contre le carnage mondial qui se prépare et qui impliquera des milliards d'êtres humains dans le seul but de faire survivre un système social qui mène à des désastres toujours plus vastes, en niant un avenir social de vie collective et de bien-être physique et spirituel qui ne peut être le fruit que d'une société non marchande, non capitaliste, non soumise à l'exploitation de la main-d'œuvre salariée, mais harmonieuse dans la libre expression d'une humanité qui caractérisera une société **sans classes**, une société **communiste**, une société **du genre humain**.

Aussi lointaine que puisse paraître cette société, la société communiste, c'est précisément le développement technique et technologique du travail humain, tel qu'imprimé par le capitalisme, qui en jette les bases. Du point de

(Suite en page 6)

La classe prolétarienne et la guerre que le capitalisme mène contre elle

(Suite de la page 5)

vue de la capacité de production permettant de satisfaire largement les besoins vitaux et sociaux des peuples du monde entier, le capitalisme a, depuis longtemps, démontré qu'il en disposait. Mais ces besoins vitaux et sociaux des populations du monde n'ont pas été le moins du monde considérés comme une priorité par la bourgeoisie mondiale ; elle est incapable de le faire, quelles que soient les réformes mises en œuvre dans tel ou tel pays, quelles que soient les promesses faites après chaque secousse qui ébranle son économie et sa société, car elle est le fruit d'un système économique qui se dévore lui-même, un système économique qui crée et développe des forces productives en abondance pour les détruire à chaque crise. *La limite du capital*, disait Marx, *c'est le capital lui-même* : alors qu'il est poussé à accroître sans limite les forces productives, il est en même temps contraint de les détruire afin de faire place à de nouveaux cycles de production marchande, à de nouveaux cycles de production capitaliste. C'est une spirale qui ne pourra être brisée que par une force sociale qui est à la fois **interne** au capitalisme lui-même – car elle est sa créature – à savoir la main-d'œuvre salariée, et **opposée** à lui – car elle représente les forces productives destinées périodiquement à la destruction en raison des **formes** de production que constituent le pouvoir politique et l'État bourgeois qui emprisonnent leur développement objectif. Cette force sociale est représentée par le prolétariat, la classe des travailleurs salariés eux-mêmes emprisonnés à leur tour dans le système d'appropriation privée de la production sociale. C'est pourquoi, pour permettre aux forces productives humaines un développement libre et indéfini, ils doivent se débarrasser de toutes les formes bourgeoises existantes; ils doivent **faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle** (Manifeste du Parti communiste, Marx-Engels).

ILS ONT TUE LE 1ER MAI PROLETARIEN : LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE ET DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT MONDIAL EN FERA A NOUVEAU L'EMBLEME DE SON EMANCIPATION HISTORIQUE

Chaque année, le 1er mai, depuis que l'Internationale socialiste l'a choisi comme rendez-vous mondial de la lutte des

prolétaires de tous les pays du monde contre la société bourgeoise, donc contre le capitalisme et toutes ses formes d'existence, devra redevenir la journée mondiale de la reprise générale de la lutte de classe du prolétariat. Le 1er mai, comme toutes les autres expressions historiques de la lutte de classe du prolétariat (des associations économiques de classe pour la défense immédiate au parti de classe, des luttes révolutionnaires et des révolutions effectivement accomplies et de la dictature prolétarienne dirigée par le parti bolchevique de Lénine), a été dénaturé, transformé par les forces opportunistes et contre-révolutionnaires en une célébration de la démocratie bourgeoise, du pouvoir bourgeois, du capitalisme; il est utilisé contre le prolétariat, contre ses aspirations sociales, contre ses tâches de classe historiques ; il a été transformé, à l'instar de toutes les luttes menées par les forces de la collaboration de classe, en

une arme de la conservation sociale, de la collaboration interclassiste, une arme contre les prolétaires du monde entier.

- Pour la reprise de la lutte de classe dans tous les pays !

- Pour la reconstitution des associations économiques prolétariennes de classe et la lutte contre toute forme de collaboration entre les classes !

- Pour la lutte contre la « paix bourgeoise et impérialiste » et, a fortiori, contre la « guerre impérialiste » !

- Pour la reprise de la lutte des classes à l'échelle mondiale !

- Pour la guerre de classe contre la guerre impérialiste !

- Pour la révolution prolétarienne et le communisme, seule voie pour en finir avec toute oppression, toute exploitation, toute inégalité, toute guerre, toute division de la société en classes !

- Pour l'émancipation générale des êtres humains de leur réduction à l'état de marchandises, à des articles de commerce, à de la chair à exploitation capitaliste et de la chair à canon !

28/04/2026



Trump - Xi Jinping (l'Amérique face aux avertissements chinois) Poutine - Xi Jinping (vers un renforcement des relations sino-russes)

En ce mois de mai 2026, la Chine s'est officiellement hissée au sommet en tant que centre politique mondial. A une semaine d'intervalle, la cour de l'« empereur Xi Jinping » a d'abord accueilli le « roi Trump », puis le « tsar Poutine ».

Trump aurait voulu rencontrer Xi Jinping avec l'atout d'une victoire contre l'Iran – il pensait terrasser la République islamique en quelques semaines de bombardements plus ou moins ciblés et de menaces en tout genre sur la disparition de la civilisation perse – mais la résistance militaire de Téhéran, bien que la répression interne n'ait jamais faibli, a surpris les Etats-Unis.

Au-delà de ses habituelles déclarations fracassantes, ce milliardaire américain incarne en tout état de cause une superpuissance économique, financière, politique et militaire qui, à ce jour encore, n'a pas d'égal dans le monde, bien qu'au cours des quarante dernières années, elle ait perdu sa domination absolue, et ce non seulement en raison de l'essor de puissances économiques telles que l'Allemagne et le Japon qui l'ont contré sur les plans industriel et économique, mais aussi parce que, face à une Russie affaiblie après l'effondrement de l'URSS en 1989-1991, un vérita-

ble et dangereux concurrent a émergé : la Chine.

Au cours des dix dernières années, la Chine s'est imposée comme la deuxième puissance économique mondiale, dépassant l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, la France et, bien sûr, la Russie. L'« usine du monde » était autrefois l'Angleterre, puis ce furent les États-Unis, aujourd'hui c'est la Chine : et ce n'est pas seulement « l'usine », c'est aussi une puissance financière ; en effet, elle est devenue un facteur décisif pour la survie non seulement des divers impérialismes, mais aussi du capitalisme mondial. C'est le plus grand producteur industriel, elle détient les plus grandes réserves mondiales de 14 ressources minières indispensables aux grandes industries du monde, c'est le principal consommateur de matières premières, elle possède la deuxième armée mondiale après les États-Unis et c'est l'un des pays les plus avancés dans le domaine de l'intelligence artificielle et de l'espace. C'est là une raison plus que valable pour laquelle Washington la craint mais, dans le même temps, tente une approche d'égal à égal avec elle.

Le fait est que le voyage de Trump à Pékin, dans lequel il était entouré d'une

délégation composée des plus hauts représentants des géants de la finance, de la technologie, de l'aérospatiale, de l'agroalimentaire et de la biogénéétique, n'a pas débouché dans l'immédiat sur des contrats juteux entre entreprises chinoises et américaines (Apple, BlackRock, Meta, Boeing, Visa, BlackStone, Goldman Sachs, Mastercard, Illumina, GE Aerospace, Coherent, Cargill, Tesla, Nvidia). Il existe peut-être, dans le secteur agroalimentaire, un accord particulier concernant le soja et la viande, mais rien d'officiel n'a encore été annoncé. Évidemment, Trump et Xi Jinping ont abordé les droits de douane, les *terres rares* et la guerre contre l'Iran : sur les droits de douane, quelques progrès ont été réalisés (les États-Unis les réduiront de 57 % à 47 %) ; quant aux terres rares, dont la Chine est le leader mondial du raffinage, elle autorisera leur exportation sans restriction pendant un an, avec une révision annuelle de l'accord ; dans le secteur des semi-conducteurs, les États-Unis continuent de bloquer les exportations vers la Chine, à l'exception de certains produits liés aux puces d'intelligence artificielle. Mais sur la question de Taïwan, c'est la Chine qui a mis en garde Trump : ne pas franchir la « ligne rouge », soulignant qu'il vaut mieux être partenaires que rivaux. Trump, n'étant pas en mesure de faire le fort – comme il le fait habituellement avec les chefs d'État plus faibles (Ukraine, Iran, Venezuela, Cuba, etc.), n'a pas abordé le sujet ; Il s'est pour l'instant contenté de suspendre la livraison d'armes à Taïwan selon un accord qui prévoit une fourniture américaine de 14 milliards de dollars. Xi Jinping lui a rappelé que la Chine et les États-Unis se trouvent à un tournant : les tensions qui s'exacerbent à l'échelle mondiale pourraient conduire à un futur affrontement entre les deux superpuissances, et à ce propos, il lui a rappelé le « piège de Thucydide » ; Xi Jinping connaît l'histoire antique, mais il n'est pas dit que Trump la connaisse, c'est pourquoi un conseiller de la Maison Blanche a dû lui expliquer que cette référence – à la guerre entre Athènes et Sparte lors de la célèbre guerre du Péloponnèse – équivaut à une menace voilée : c'est la puissance émergente (Sparte, c'est-à-dire la Chine) attaquée par la puissance dominante (Athènes, c'est-à-dire les États-Unis) qui, au final, en sort victorieuse.

Comme à son habitude, Trump a amplifié cette rencontre en la présentant comme un événement historique, comme si l'on devait réellement s'attendre à un changement de donne mondial non seulement dans les relations sino-américaines, mais aussi entre tous les autres pays, à commencer par l'Europe bien sûr ; comme si, grâce à l'entente entre les deux superpuissances, les peuples du monde pouvaient espérer un avenir de

paix. Mais l'avenir qui se profile est, en réalité, celui d'une guerre impérialiste mondiale, comme le font présager tous les conflits qui s'accumulent depuis des années.

Aujourd'hui, selon des informations datant d'il y a environ un an (1), pas moins de 56 conflits armés, d'intensité et d'ampleur variables, sont en cours dans le monde, impliquant, directement ou indirectement, plus de 92 pays, de la Palestine à l'Ukraine, du Mexique au Myanmar, du Pakistan à l'Inde, du Soudan au Sahel, à la Corne de l'Afrique et au Liban, du Yémen à l'Iran, de la Thaïlande à la République démocratique du Congo et au Kosovo, sans parler des guerres parallèles menées par les cartels de la drogue en Colombie, en Haïti, au Venezuela et au Mexique. Aucune puissance impérialiste, pas même les puissants États-Unis, ne parvient à contrôler le déroulement de tous ces conflits. La plupart du temps, s'ils ne sont pas directement déclenchés par les pays impérialistes, que ce soit officiellement (dans de rares cas) ou en cachette (le plus souvent), ceux-ci, bien qu'ils en subissent en partie les conséquences, veulent sans aucun doute en tirer profit car là où il y a la guerre, il y a des affaires, des montagnes de profits à engranger, des concurrents à réduire ou à écraser, des territoires économiques à conquérir. Le globe terrestre s'avère de plus en plus petit face à la cupidité de l'impérialisme ; c'est pourquoi l'augmentation du nombre de concurrents qui veulent s'arracher les uns aux autres des parts d'un marché de plus en plus encombré de marchandises et de capitaux accroît les facteurs de conflit armé. Ce qui n'est toujours pas à l'ordre du jour des grandes puissances impérialistes, c'est le conflit entre elles.

Ils sont encore à la recherche de solutions plus ou moins provisoires pour repousser dans le temps l'affrontement qui devra décider d'un nouveau partage du marché mondial : tel est l'objectif de toute guerre capitaliste, a fortiori dans la phase impérialiste du développement capitaliste.

Dans la situation mondiale qui s'est créée au cours des vingt-cinq dernières années (depuis les attentats du 11 septembre 2001), toutes les occasions de conflits armés partiels et régionaux ont été saisies par les pays impérialistes pour tester leur propre force et celle des autres pays impliqués. Une série interminable d'innovations techniques et technologiques a été mise en œuvre dans les pays les plus développés afin de moderniser autant que possible leurs appareils industriels et leurs armements, tout en constituant d'importants stocks de matières premières (et dans ce domaine, la Chine s'est montrée tout aussi prête que les États-Unis), tandis que l'importance du contrôle des réserves vita-

les de sources d'énergie et de minerais s'imposait de plus en plus, ceux-ci s'avérant indispensables (comme les terres rares) pour la technologie la plus avancée. C'est ainsi que la guerre pour le contrôle des réserves de pétrole, de gaz, des mines et des voies de communication maritimes et terrestres, ainsi que pour le contrôle de l'espace, devient la guerre la plus importante de ce siècle.

Il ne s'agit pas seulement, en effet, de prendre des terres et des mers à ses adversaires, mais aussi de les empêcher de transporter sans trop de difficultés, d'un bout à l'autre du monde, les milliards de tonnes de matières premières indispensables à la vie de l'économie réelle, industrielle et agricole, la seule qui permette d'exploiter à fond la main-d'œuvre salariée de tous les pays et de lui extorquer cette plus-value si précieuse qui est la base indispensable du profit capitaliste.

Toutes les grandes déclarations en faveur de la paix, qui ne reposent désormais plus sur le renoncement des rivaux à une part du pouvoir et des gains afin d'apaiser les tensions et de

(Suite en page 8)

Proletarian

N° 23 (December 2025)

••• USA: Large demonstrations will never be able to stop anti-proletarian attacks ••• Massacres in Sudan ••• Trump's plan for Gaza: eternal oppression of the Palestinians ••• The bourgeois rulers are preparing for war, let's prepare for class war ! ••• Protests Against Deportations in Los Angeles : A Warning About the Future, the Bourgeoisie Is Preparing for the Entire Working Class ••• America in flames and floods ••• The Goal of the Palestinian Proletariat Is Not an Impossible "Palestinian Homeland," But the Class Struggle That Unites Proletarians Above National Divisions ••• Revolts in Morocco. Popular discontent meets repression from the regime of Mohamed VI ••• Tunisia. In Gabès, capitalism is poisoning the population ••• Tunisia, 15 years later ••• Social Explosion in Madagascar ••• Spain. On the attempted pogrom and raids against immigrants in Torre Pacheco. There is only one way forward: class struggle, above all national, ethnic, or racial differences ••• Spain: Cádiz – the path of class struggle ••• To our readers and internet users ••• Argentina. Against Milei's "successes", the need for class struggle arises

Price per copy: USA \$2/CDN \$2/£ 1,5/€ 1,5/ Latin America: US \$ 1,5/ CHF 3

Trump - Xi Jinping (l'Amérique face aux avertissements chinois)

Poutine - Xi Jinping (vers un renforcement des relations sino-russes)

(Suite de la page 7)

trouver des solutions d'équilibre (comme l'ont toujours souhaité les papes de Rome), mais sur les menaces de guerre, et sur les guerres locales et régionales alimentées par toutes les bourgeoisies, ne sont à l'évidence que des paroles creuses dont ne sont pas convaincus, en premier lieu, ceux-là mêmes qui les propagent et pour lesquelles ils prétendent avoir le soutien des populations et, surtout, des prolétaires.

Alors la rhétorique de Moscou sur la guerre contre le nazisme, au cours de laquelle 25 millions de soldats ont été massacrés, remplit la bouche de ceux qui décident de la vie et de la mort non seulement de leur propre population, mais aussi de celle des autres, comme hier dans le Caucase, aujourd'hui en Ukraine et demain où ? Une rhétorique qui va de pair avec celle de Washington, qui a proféré d'énormes quantités de discours sur la démocratie, la lutte contre les tyrannies, la libération de la pauvreté et un bien-être à la portée de tous... face à une réalité de guerres constamment déclenchées aux quatre coins du monde là où elle estimait que les intérêts des États-Unis étaient en danger, alors qu'en réalité, les intérêts en jeu étaient, sont et seront toujours et quoi qu'il arrive ceux des grands géants qui manœuvrent les pions politiques de tous les gouvernements qui s'installent à la Maison Blanche.

Si Trump, en dépit de sa vantardise habituelle, est revenu à Washington les mains vides, mais avec la confirmation que l'impérialisme chinois ne se laisse pas et ne se laissera pas marcher sur les pieds, le plus pragmatique Poutine, lui aussi convoqué à la cour de Xi Jinping pour vérifier que les relations « d'amitié » scellées ces dernières années aient un avenir avantageux pour les deux parties, mais surtout pour la Chine, ne peut que remercier Xi Jinping de l'avoir soutenu en achetant du pétrole, du gaz et tout le reste pendant les années de crise profonde où il était soumis aux sanctions occidentales et à la chute drastique des ventes de ses matières premières en Europe.

La guerre en Ukraine, contre la tendance de ce pays à se rapprocher de l'Occident européen et américain, était inscrite dans les événements qui ont

suivi l'effondrement de l'URSS et de ses dominions d'Europe de l'Est, c'est-à-dire l'affaiblissement soudain de Moscou, non seulement par rapport à l'Europe et aux États-Unis, mais aussi par rapport à la Chine, dont la puissance impérialiste grandissait sans grand obstacle, à tel point que Pékin, en l'espace d'une vingtaine d'années, est devenu le véritable interlocuteur de l'impérialisme américain dans les questions relatives aux relations économiques et politiques mondiales.

La soi-disant amitié entre Trump et Poutine est une amitié à durée déterminée, d'autant plus si la Chine et la Russie devaient trouver un intérêt fort et durable à former un bloc contre les États-Unis, l'Europe, l'Inde et le Japon. En effet, d'après ce que rapportent les médias sur la dernière rencontre entre Xi Jinping et Poutine, un axe se renforce entre les deux puissances, visant à redéfinir les relations internationales entre les plus grands impérialismes, pas seulement occidentaux, mais aussi orientaux, compte tenu du poids que l'Inde est en train d'acquérir dans ses relations avec les États-Unis et l'Europe, ainsi que de l'importance de l'alliance entre les États-Unis, le Japon et l'Australie (2) dans la vaste zone indo-pacifique.

Avec la Russie de Poutine, la Chine de Xi Jinping renforce également le « dossier énergétique », qui s'avère être le véritable pilier des relations entre Moscou et Pékin. En effet, même s'il reste à finaliser les coûts et les conditions

contractuelles, l'accord sur le projet de gazoduc *Power of Siberia 2* est en voie d'achèvement, ce qui permettra d'augmenter les livraisons de gaz à Pékin

Il est depuis toujours évident que la Russie a besoin de la Chine pour son économie, tandis que Pékin souhaite s'assurer un approvisionnement énergétique stable et à des prix raisonnables, ce qui lui permet d'étendre et d'approfondir son influence non seulement en Asie, mais aussi en Europe. Contrairement aux États-Unis, qui n'ont obtenu pour l'instant que des accords économiques dans le domaine agroalimentaire, Poutine rentre à Moscou avec une vingtaine d'accords signés avec Pékin ; c'est là aussi un signal supplémentaire de Pékin à Washington : plus l'Occident s'oppose aux intérêts russes en Europe, plus le lien russo-chinois se renforce.

21/05/2026

(1) Cf. <https://www.geopop.it/panoramica-dei-56-conflitti-in-corso-nel-mondo-e-davvero-la-terza-guerra-mondiale-a-pezzi>

(2) Depuis 2019 le traité dit « Aukus », militaire aussi bien qu'économique, lie l'Australie et la Grande-Bretagne aux États-Unis pour contrer l'expansionnisme chinois dans la région. Il est évident que Pékin y voit une menace contre ce qu'il appelle la « stabilité régionale »...

Syrie Rojava : la faillite de la « révolution » confédéraliste kurde

Le 30 janvier 2026, après plus d'une vingtaine de jours de combat, un accord est conclu entre le pouvoir syrien, dirigé par l'ancien jihadiste Ahmed al-Charaa depuis la chute de Bachar el-Assad un an plus tôt en décembre 2024, et le dirigeant des Forces démocratiques syriennes (FDS), la milice kurde qui contrôlait l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), plus connue sous le nom de Rojava, Mazloun Abdi. Si, officiellement, les partis bourgeois kurdes du Proche-Orient, saluent cet accord qui évite une guerre civile et maintient « l'autonomie » locale de la région et garantit les « droits nationaux » de la minorité kurde (1), en réalité, il ne fait guère de doute que la victoire du président syrien marque la fin probable du projet national kurde – soi-disant révolutionnaire et fondé sur les principes du confédéralisme démocratique – dans son bas-

tion le plus avancé, le Kurdistan syrien. Cette défaite des FDS n'est que la dernière étape d'un long déclin de la lutte nationale kurde, dont une étape centrale a été l'annonce du désarmement puis de la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), principale organisation politique kurde basée en Turquie, par son leader historique, Abdullah Öcalan, au printemps 2025. Ces deux événements, loin d'être isolés – dans la mesure où l'échec des FDS s'explique en partie par l'absence de soutien du reste du mouvement kurde qui voulait impérativement préserver le « processus de paix » entre le PKK et la Turquie – sont source de leçons majeures pour les révolutionnaires marxistes, aussi bien sur le plan des rivalités impérialistes au Proche-Orient que sur la faillite de l'un des plus grands mythes de la dite « extrême gauche » du premier tiers du XX^e siècle, celui d'une « ré-

volution » confédéraliste kurde.

UN RAPPEL HISTORIQUE DE LA SITUATION KURDE

Le peuple kurde, qui compterait parmi les dernières estimations entre 42 et 48 millions de personnes, dont 15 à 18 millions en Turquie et 2 500 000 à 3 millions en Syrie, est historiquement un peuple nomade, comprenant des pasteurs, des éleveurs et des agriculteurs, concentré dans la région du Kurdistan, un territoire aux frontières mouvantes, du fait des caractéristiques géographiques et morphologiques de la région, aujourd'hui partagée entre quatre États, l'Iran, la Turquie, l'Irak et la Syrie. Minoritaire dans chacun de ces États, il est victime depuis plus d'un siècle d'une véritable oppression sociale et nationale, facilitée par la prise de possession de territoires habités par les Kurdes à la faveur des deux guerres mondiales et de l'évolution historique du rapport de forces entre les puissances impérialistes qui ont toutes utilisé les Kurdes comme pions dans leurs rivalités impérialistes, du Royaume-Uni aux États-Unis en passant par l'Union soviétique.

Dès le début du XX^e siècle, les Kurdes sont persécutés par les différents États qui imposent une sédentarisation forcée à ces populations pour mieux les contrôler. Sous la présidence de Mustafa Kemal Atatürk, en 1937-1938, c'est même plusieurs dizaines de milliers de Kurdes qui sont massacrés, soumis au pilonnage de l'aviation et de l'artillerie, aux gaz toxiques, à l'incendie des forêts et des grottes dans lesquels civils et combattants s'étaient réfugiés, pour mettre fin à une révolte ayant éclaté en 1936 dans la région montagneuse de Dersim. Confrontés à des répressions massives et quasi-permanentes, les Kurdes ont peu à peu développé une conscience nationale mais son essor a été freiné par deux dynamiques majeures. Tout d'abord, alors que, soumis à des persécutions, d'importants contingents kurdes de Turquie émigraient vers les pays européens, notamment l'Allemagne, où ils devenaient de véritables prolétaires, constituant une partie significative du prolétariat turc de la diaspora, l'organisation sociale traditionnelle, fondée sur la famille patriarcale et la tribu, continuait de se maintenir dans les régions kurdes. Le retard économique et social ainsi que l'isolement des tribus empêchaient la maturation des conditions matérielles nécessaires à l'apparition d'un mouvement révolutionnaire moderne – qui n'aurait pu être que bourgeois – pan-kurde. Divisés géographiquement et linguistiquement, les Kurdes ne sont donc jamais parvenus à réaliser une révolution bourgeoise, dont l'objectif aurait été de constituer un État national unifié. En Turquie, ils n'ont pas

eu la force de s'opposer aux armées de Kemal pour concrétiser l'État promis dans cette partie du Kurdistan par les impérialismes victorieux lors du traité de Sèvres en 1920 qui organisait le démembrement de l'Empire Ottoman. Après la victoire des armées de Kemal contre les troupes françaises, arméniennes et grecques le traité de Lausanne en 1923 sanctionna la nouvelle architecture régionale dans laquelle il n'y avait plus de place pour un État kurde. Et jusque après la dernière guerre mondiale, aucun parti politique n'a incarné la lutte nationale kurde. Cette absence de perspective révolutionnaire a permis, malgré des luttes parfois courageuses, le massacre des populations qui entraînent en résistance contre l'oppression des États turc ou iranien, désireux de maintenir leur domination sur des régions à l'intérêt géostratégique majeur, du fait de leur importance comme voies de passages entre l'Europe et l'Asie, et de leurs importants gisements de matières premières.

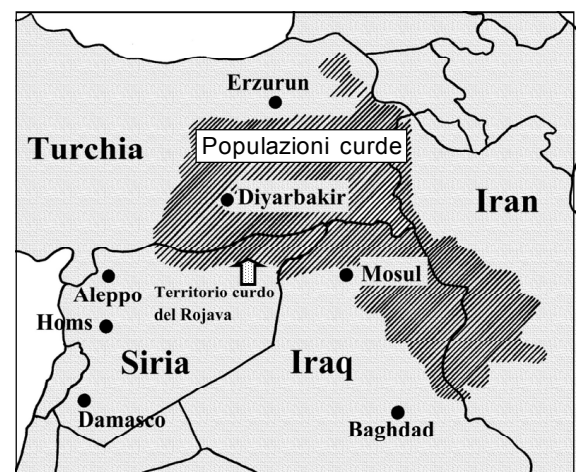
Les premières organisations politiques kurdes se sont formées autour de riches familles qui s'appuient sur une base sociale paysanne. Cherchant le soutien des puissances européennes et de l'URSS, elle promeuvent la fondation d'une République kurde confédérée plutôt qu'un État centralisé. Le premier parti à vouloir rassembler l'ensemble de la population kurde est le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), fondé en 1946 par Mustafa Barzani, recherchant successivement le soutien du Royaume-Uni puis de l'URSS. Des décennies plus tard, la révolution de 1979 en Iran est l'occasion pour les partis politiques kurdes, comme les maoïstes de Komala, le PDK et le Parti des Fedayins du Peuple de se rassembler sur une plate-forme commune revendiquant l'autonomie du Kurdistan iranien, la reconnaissance de la langue kurde, une administration décentralisée, y compris pour la police, et les libertés de religion, de presse, d'association et d'organisation.

Les guerres au Moyen-Orient ont souvent été l'occasion pour les groupes kurdes, notamment irakiens, de soutenir le camp opposé à l'État qui les opprime, dans l'espoir que le vainqueur leur confère une certaine autonomie. C'est d'abord le cas lors de la guerre Iran-Irak de 1980-1988, où le pouvoir irakien parvient cependant à conserver sa mainmise sur le Kurdistan, mais plus encore lors de la guerre du Golfe de 1991 où la défaite irakienne permet aux organisations kurdes de « libérer » les villes de Souleimaniye, Kirkouk et Mossoul. Pourtant, malgré l'espoir placé dans les puissances impérialistes

occidentales, ces dernières laissent le pouvoir irakien reprendre le contrôle de la région par de terribles massacres, au cours desquels l'armée irakienne n'hésite pas à recourir au napalm et aux armes chimiques, au prix de plusieurs dizaines de milliers de morts et de l'exil de millions d'habitants vers les régions voisines d'Iran et de Turquie. Preuve du cynisme sans bornes des puissances impérialistes qui se proclament amies des Kurdes, celles-ci, sur la demande de la Turquie qui cherche à tout prix à éviter l'entrée de milliers de réfugiés kurdes sur son territoire, confient à Saddam Hussein la tâche de rétablir l'ordre en garantissant une pseudo-autonomie aux Kurdes. L'ennemi juré de la veille devient l'exécuteur des basses œuvres du lendemain...

Mais l'on aurait tort de voir dans les organisations politiques kurdes de simples dupes, constamment trahis par les puissances impérialistes. Celles-ci non plus n'hésitent pas à recourir aux marchandages les plus cyniques, quitte à affaiblir leur propre cause. Ainsi, au cours des années 1990, les partis kurdes irakiens nouent des accords avec la Turquie dans lesquels ils s'engagent à empêcher l'installation et l'organisation des Kurdes de Turquie. En parallèle, entre 1994 et 1996 une lutte intestine entre factions kurdes se solde par la victoire du PDKI de la famille Barzani, soutenu par Bagdad, contre l'Union patriotique du Kurdistan de la famille Talabani, soutenu par l'Iran. Comble de l'infamie, les services spéciaux irakiens profitent de leur victoire aux côtés du PDKI pour assassiner les opposants qui s'étaient réfugiés dans le Kurdistan irakien, dont plusieurs avaient travaillé pour la CIA avant d'être abandonnés en 1991 lorsque les États-Unis jugèrent préférable de laisser Saddam Hussein contrôler la région plutôt que de voir l'Iran s'en emparer. L'histoire des Kurdes semble donc pouvoir être résumée pendant tout le XX^e siècle par l'équation suivante : incapacité congénitale

(Suite en page 10)



Syrie

Rojava : la faillite de la « révolution » confédéraliste kurde

(Suite de la page 9)

des organisations kurdes à mener une lutte nationale + confiance toujours trompée dans les proclamations hypocrites des parrains impérialistes = désillusions inévitables et massacres de masse. Un changement de protagonistes avec l'entrée en scène du PKK et de ses satellites syriens, et l'expérience du Rojava entre 2012 et 2026, qu'il s'agit désormais d'étudier après ce long mais nécessaire rappel, n'étaient pas prêts de changer la donne.

LE PKK, UN PARTI REVOLUTIONNAIRE ?

Fondé en novembre 1978, le PKK est une organisation politique kurde nationaliste et un mouvement armé de guérilla opérant depuis la Turquie, avec des ramifications dans l'émigration turque d'Europe. Elle défend originellement une orientation stalinienne-maoïste, et mène une lutte de guérilla pour la création d'un Kurdistan turc. Sa radicalité apparente et son engagement dans la lutte armée, qui tranche avec la modération et la corruption des organisations kurdes classiques, lui assure originellement un certain succès dans sa volonté de répondre à la colère des Kurdes soumis à une véritable oppression de la part de l'État turc, qui réprime toute tentative de parler kurde ou de s'organiser de façon autonome. Avec la chute du bloc de l'Est et la disparition du parrain soviétique, le PKK abandonne toute référence au « marxisme » dans sa variante stalinienne pour se tourner vers l'islamisme. Dans le même temps, il renonce à l'indépendance du Kurdistan turc au profit de la simple autonomie et multiplie les offres de négociations au gouvernement turc, allant jusqu'à approuver le vote de confiance des députés kurdes au gouvernement de centre droit de Tansu Çiller, qui allait faire preuve de reconnaissance en détruisant et brûlant villes et villages kurdes et en multipliant les exécutions extra-judiciaires.

À partir de 2005, le parti modifie à nouveau son orientation politique en adoptant le « confédéralisme démocratique », inspiré des principes du théoricien anarchiste – dénoncé jusqu'au sein de son mouvement pour sa modération et son possibilisme (!) – Murray Bookchin. Officiellement, il s'agit de promouvoir la démocratie directe, la prise de décision à la base, la « socialisation » de l'économie – en réalité la très classi-

que autogestion bourgeoise où les patrons sont élus et révocables par les ouvriers tandis que le salariat, la production de marchandises et les échanges entre entreprises sont conservés –, et une fédération de communes. En bref, un projet de « révolution » cantonale à la suisse, un démocratisme bourgeois de la plus belle eau et une éternelle reprise des vieux mythes libertaires et autogestionnaires, ayant fait maintes fois la preuve de leur nuisance pour le prolétariat mais qui ont la vie dure.

La trajectoire politique du PKK à partir des années 1990 pourrait être définie comme une invariance du défaitisme. Longtemps protégé par le régime bassiste de Hafez el-Assad, qui autorise le PKK à utiliser les régions kurdes de Syrie comme base arrière, et que le PKK remercie en collaborant, selon les dires de ses adversaires, avec les services secrets syriens dans la répression de l'opposition au régime, Öcalan est lâché par son allié lors du rapprochement entre la Syrie et la Turquie. Le PKK est expulsé de Syrie et Öcalan capturé par les Turcs, avec l'aide des États-Unis. Dès 1999, à l'occasion de sa capture puis de sa condamnation à mort, commuée ensuite en peine de prison à perpétuité, le dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan, désavoue la guérilla menée par son parti, demande le pardon de la société turque pour les actions terroristes de son parti et offre la capitulation de son mouvement. Ainsi, son « plan de démocratisation » inclut la reconnaissance de la langue et de la culture kurdes, la reconnaissance constitutionnelle de la citoyenneté kurde et l'augmentation du pouvoir des élus locaux en échange de quoi le mouvement s'engage à mettre fin à la lutte armée et à respecter l'intégrité de l'État turc. Seule la mauvaise volonté de la Turquie, dont le rapport de force favorable ne nécessitait pas de négocier avec un adversaire bien plus faible, et qui fait au contraire le choix de lancer une campagne de terreur contre les régions kurdes de Turquie et d'Irak, explique que le PKK ait été contraint, à son corps défendant, de poursuivre la lutte. (2)

Au début de l'année 2013, le parti appelle de nouveau ses partisans à déposer les armes dans le cadre d'un nouveau processus de paix qui fait tout autant long feu que le précédent et dès juillet 2015, les combats reprennent entre le PKK et l'armée turque. Enfin, dernière étape de cette longue litanie d'offres de capitulation, Öcalan appelle en

février 2025 depuis sa prison à la fin de la lutte armée et à la dissolution du PKK, un appel qui est accueilli favorablement par la direction du parti qui annonce dès le mois suivant un cessez-le-feu avec l'armée turque avant de se dissoudre officiellement en mai 2025. Aujourd'hui, les négociations de « paix » sont toujours en cours et la volonté des militants du PKK de ne pas lui faire obstacle explique selon toute vraisemblance la frilosité du soutien apporté au parti-frère syrien, le Parti de l'union démocratique (PYD), lors de l'offensive du régime d'al-Charaa.

LE ROJAVA, VITRINE DU CONFEDERALISME DEMOCRATIQUE ET REVELATEUR DE L'IMPASSE DE LA PSEUDO « REVOLUTION » KURDE

Fondé en 2003, le PYD est la branche syrienne du PKK. Lors de la révolte de 2011 contre le régime d'el-Assad fils, qui marque le début de près de 14 ans de guerre civile, le PYD se distingue des autres organisations kurdes de Syrie par son refus de rejoindre l'opposition au régime et sa volonté de préserver les contacts avec Assad. Contrôlant *de facto* le Kurdistan syrien depuis le départ des troupes bassistes en 2012, redéployées par Assad dans les régions où la révolte était au plus haut, le PYD établit progressivement une véritable chape de plomb sur la région, s'engageant dans des conflits sanglants avec les islamistes du Front Al-Nosra et les rebelles pro-occidentaux de l'Armée syrienne libre pour préserver le contrôle de la région, et réprimant dans le sang les manifestations pacifiques organisées par des adversaires politiques, comme en juin 2013 à Amouda où plusieurs manifestants sont tués et des opposants enlevés. (3) Traduit dans le langage des libertaires – qui figurent parmi les principaux laudateurs du Rojava en Occident avec la quasi-totalité des groupes de « l'extrême gauche » – ce militarisme sanglant devient un appel aux populations locales à « *s'auto-défendre socialement, à coordonner leurs milices populaires, à ne compter que sur leurs propres forces [...] pour protéger leur territoire et leurs vies et repousser les jihadistes* ». (4)

Le grand écho que connaît le Rojava auprès de la gauche et de l'extrême gauche bourgeoises d'Occident – et qui ne s'est pas démenti lors de l'offensive de janvier dernier avec la constitution de « caravanes » supposées soutenir le Rojava et manifester la solidarité internationale, reprise farcesque de la tragédie de la participation des Brigades Internationales staliniennes à la guerre d'Espagne, avec au programme nouage de tresses à la manière des combattants

tes kurdes et danses devant les garde-frontières – s’explique par la supposée révolution confédéraliste démocratique qui aurait vu le jour au Rojava à partir de 2013. Sur le papier, cette paisible « révolution » à la suisse avec son organisation en cantons et en « conseils populaires », ses projets écologiques et ses directions mixtes femme-homme a tout pour séduire staliniens défroqués, trotskistes désireux de remplir leur liste de régimes « progressistes », « anti-impérialistes » ou « ouvriers », et possibilistes libertaires.

Mais dans la réalité, le Rojava présente un tout autre visage. Derrière la façade d’une « démocratie directe » où les décisions seraient prises par les communes, le véritable pouvoir politique réside dans les mains des dirigeants du quasi Etat de l’AANES (Administration Autonome du Nord et de l’Est de la Syrie). Tandis que les communes se contentent de gérer des problèmes strictement locaux comme la distribution d’essence ou de denrées, le ramassage des ordures et la gestion des conflits de voisinage ou familiaux, le PYD place ses militants à la tête des trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, chacun représenté par un conseil dont les membres sont nommés. En outre, le PYD a le monopole de la police et de l’armée et il ne se prive pas de l’utiliser à des fins répressives contre les populations locales. Ainsi, outre la répression de la manifestation d’Amouda en 2013, les FDS ont eu régulièrement recours à l’enlèvement des opposants. En février 2021, une manifestation pacifique protesta contre l’enlèvement d’instituteurs (!) par les FDS sous prétexte que ces derniers auraient refusé d’appliquer le nouveau programme scolaire. Le Rojava a également imposé la conscription dès l’été 2014, n’hésitant pas à recruter de force des mineurs et à mettre aux arrêts les réfractaires. À Manbij, l’introduction de la conscription en mai 2018 a donné lieu à une grève générale, l’ordre ayant ensuite été rétabli par les Unités de protection du peuple (YPG), milice du PYD, avec le soutien de soldats américains. Une nouvelle grève générale éclate en 2021 pour les mêmes raisons, auxquelles s’ajoutent les difficultés économiques et les discriminations envers les populations arabes et se solde par huit blessés par balle par les autorités. La même année, des journalistes sont arrêtés pour avoir couvert une manifestation contre l’enrôlement de mineurs pour servir dans les milices armées kurdes. (5)

Sur le plan économique, le Rojava est un régime capitaliste comme un autre. La propriété privée est reconnue dans la constitution de l’AANES et la majeure partie de l’économie fonctionne sur un modèle mixte, comme l’électricité, le gaz ou le pétrole qui sont distri-

bués ou bien par des commissions de l’AANES ou bien par des entreprises privées dirigées par des proches du PYD. Les principales sources de revenus du Rojava viennent de la distribution énergétique, des impôts et des droits de douane. Tandis que les ouvriers sont pour une majeure partie employés directement par l’AANES, le secteur capitaliste privé, représenté par les investisseurs en capital-risque, les hommes d’affaire et les propriétaires fonciers, a connu un véritable développement du fait du boom immobilier et des opportunités commerciales offertes par l’administration régionale aux capitaux privés. Plusieurs représentants de cette bourgeoisie d’affaires ont même obtenu des postes à responsabilité dans l’administration. Comme tout régime capitaliste, l’AANES a été « contrainte », à partir du moment où elle a été confrontée à l’inflation et à la baisse de ses rentrées d’argent, à hausser le prix des denrées et de l’énergie, provoquant des luttes sociales majeures qu’elle a violemment réprimé en sa qualité de représentant de l’ordre bourgeois. Ainsi, en mai 2021, l’AANES a pris la décision d’augmenter les prix du carburant, suscitant des manifestations dans plusieurs villes dont Amoude et Deir ez-Zor, qu’elle a brutalement réprimées dans le sang, faisant au moins cinq morts. L’année suivante, les forces de police kurdes ont instauré un couvre-feu et arrêté des manifestants à Rakka qui protestaient contre la dégradation de leurs conditions de vie. (6)

Enfin, dernière ombre à un tableau déjà bien sombre pour les prolétaires de la région, le Rojava adopte une politique de discrimination systématique à l’égard de la population arabe locale. Le PYD s’est ainsi rendu responsable de la destruction de villages arabes entiers et de nettoyage ethnique, sous prétexte que ceux-ci auraient hébergé des membres de l’État islamique. (7) Dès lors, quoi d’étonnant à ce que des dizaines de manifestants arabes se soient réunis pour célébrer le départ des FDS de la ville de Rakka suite à l’avancée des troupes d’al-Charaa ? (8)

LE CHANGEMENT D’ORIENTATION STRATEGIQUE DES ÉTATS-UNIS EN SYRIE

« La mission initiale des FDS en tant que principale force anti-Etat Islamique sur le terrain a largement pris fin, car Damas est désormais prêt à prendre le relais en matière de sécurité, notamment pour contrôler les centres de détention de l’EI. » (9) On fait difficilement plus cynique, et en même temps plus honnête, que cette déclaration de l’envoyé spécial américain pour la Syrie, le républicain Tom Barrack. Ces déclarations suffisent à comprendre la dé-

faite cinglante des FDS et du PYD devant le régime syrien : elle s’explique par le fait que le parrain américain a, une fois encore, laissé tomber ses alliés kurdes maintenant que leur utilité touche à sa fin.

Les FDS ont en effet été pendant près d’une décennie le principal *proxy* des Américains dans la région dans leur lutte contre l’État Islamique. Après avoir décidé en 2013 que le renversement du régime baasiste risquait de déstabiliser la région et de reproduire la situation libyenne, du fait de l’échec des forces d’opposition au régime à incarner une alternative solide et fiable, les États-Unis, tout en soutenant les forces d’opposition islamistes dites modérées au régime, ont surtout cherché à se concentrer sur l’éradication de l’État Islamique dans la région, tâche qu’ils ont confiée à leur supplétif kurde. Les FDS ont ainsi pu bénéficier d’une aide américaine à la formation de leurs combattants ainsi que de matériel militaire, notamment des armes ou des véhicules blindés Humvee (10). En outre, la coalition occidentale, dominée par les États-Unis, accordait un appui aérien aux troupes kurdes au sol, tandis que des « conseillers militaires » français et britanniques des Forces Spéciales étaient discrètement présents sur le terrain aux côtés des Américains (11). Ce soutien, initié par Obama, a résisté aux changements d’administration et s’est poursuivi sous le premier mandat de Trump puis sous Joe Biden.

Les États-Unis peuvent se targuer d’avoir misé sur le bon cheval car en octobre 2017, les FDS parviennent à reprendre la ville de Rakka au califat islamique, inaugurant la fin de la phase « étatique » de l’organisation, désormais contrainte à se limiter à des opérations terroristes de moins grande envergure, sans avoir pour autant disparu ni même cessé de représenter une nuisance pour les États et les bases militaires occidentales de la région. Jusqu’en 2025, la coalition occidentale sous-traite aux Kurdes la charge de garder dans d’immenses camps de prisonniers les 10 000 combattants de l’État islamique et les 70 000 femmes et enfants de jihadistes, afin que les États occidentaux s’épargnent le fardeau du retour de leurs nationaux s’étant rendus en Syrie pour rejoindre les rangs du groupe terroriste.

Avec la chute du régime baasiste en décembre 2024, auquel a succédé le jihadiste défroqué Ahmed al-Charaa, les États-Unis ont réorienté leur stratégie dans la région pour soutenir le nouveau régime, considéré comme un gage de stabilité. Dès le mois de mai 2025, une rencontre au sommet réunit al-Charaa et Donald Trump et ce dernier prend la décision de lever les sanctions con-

(Suite en page 12)

Syrie

Rojava : la faillite de la « révolution » confédéraliste kurde

(Suite de la page 11)

tre la Syrie. Dernière étape de cette normalisation, le président syrien est retiré en novembre 2025 de la liste des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU puis, quelques jours plus tard, de la liste des personnalités considérées comme terroristes.

Les États-Unis (suivis par la France et la Grande-Bretagne) ont ainsi donné carte blanche au nouveau régime pour qu'il réintègre au sein de l'État central et de ses forces armées les régions *de facto* autonomes, dont le Rojava. Dès le 10 mars 2025, un premier accord est signé entre al-Charaa et Mazloum Abdi, le chef des FDS, qui prévoit l'intégration au sein de l'État syrien de l'AA-NES. C'est la réticence des FDS à perdre leur autonomie qui est la cause immédiate de la dernière offensive victorieuse de l'armée syrienne en janvier 2026 et qui a eu pour débouché un accord en 14 points. Cet accord révèle le double objectif du pouvoir syrien : politiquement, il s'agit de couper court à toutes les tentatives d'autonomie régionale en imposant une forte centralisation, à peine dissimulée derrière le voile de vagues promesses de reconnaissance des droits nationaux kurdes et d'octroi d'un statut officiel à la langue kurde. C'est ainsi que les forces militaires et de police kurdes seront contraintes d'intégrer l'armée et le ministère de l'Intérieur syriens. D'autre part économiquement, l'accord permet à al-Charaa de mettre la main sur les vastes champs pétroliers et gazières jusqu'alors aux mains des Kurdes. Enfin, comme le souligne Tom Barrack dans la citation précédente, l'État syrien sera désormais chargé de la gestion des prisonniers du groupe État islamique.

Une fois de plus, l'illusion de l'autonomie nationale kurde dans le cadre impérialiste s'est échouée sur les récifs de la *realpolitik* et des changements d'alliance des grandes puissances pour qui les forces locales ne sont que de simples pions, que l'on déplace et que l'on sacrifie en fonction des nécessités du moment.

UNE SEULE ISSUE POUR LES PROLÉTAIRES ET LES MASSES KURDES : LA PERSPECTIVE DE CLASSE PROLÉTAIRIENNE

En Syrie, comme en Turquie, comme dans le reste du Proche-Orient, la seule perspective réaliste pour l'émancipation des masses déshéritées est

désormais celle de la révolution prolétarienne. Il ne saurait faire le moindre doute que dans tous ces territoires, le mode de production dominant depuis des décennies est le capitalisme. Or, la pseudo-révolution du Rojava n'avait rien à voir, ni de près, ni de loin, avec la révolution socialiste. Même en admettant que ses partisans aient sincèrement voulu – ce qui n'est pas le cas – instaurer de nouveaux rapports de production, une telle perspective aurait été une pure illusion dans une seule petite région agricole : le socialisme n'est pas possible dans une seule province ! Au lieu de se replier sur «leur» bout de terre, des révolutionnaires communistes auraient cherché à mobiliser l'ensemble du prolétariat urbain du pays comme maillon d'une révolution internationale. Au lieu de former des milices populaires, des révolutionnaires communistes auraient formé des gardes puis une armée rouges, à la stricte direction prolétarienne. Au lieu de créer un pouvoir démocratique et laïc, des révolutionnaires auraient cherché à édifier la dictature du prolétariat, seule solution pour aller vers la destruction du capitalisme. Au lieu de rechercher l'appui des puissances impérialistes, des révolutionnaires communistes auraient appelé les prolétaires de tous les pays à entrer en lutte contre leur propre bourgeoisie, seule manifestation réelle de solidarité internationale.

Enfin, au lieu de fonder un parti national – dans le meilleur des cas, un parti pankurde – et nationaliste, des révolutionnaires communistes se seraient organisés dans le parti unique du prolétariat, le **parti de classe internationaliste et international**.

En l'absence d'une telle perspective dans la Syrie des années 2010-2020, il était inévitable que la révolte syrienne débouche sur une série d'impasses dont on mesure désormais les résultats : un État syrien rénové et aux mains d'anciens jihadistes et une pseudo-révolution kurde qui périclète sans gloire. La leçon que le marxisme a tiré de l'histoire des luttes des classes est claire : pas de situation révolutionnaire sans lutte de classe prolétarienne et dirigée par parti révolutionnaire communiste. La Syrie n'en est qu'un exemple parmi des dizaines.

Cela signifie-t-il que le prolétariat doit se désintéresser du sort des populations kurdes ? En aucun cas. Le prolétariat kurde constitue une partie importante du prolétariat turc, notamment dans l'émigration, il est l'un des nombreux détachements de cette puissante armée prolétarienne appelée à entrer en lutte contre le capitalisme. Pour que puisse se vérifier l'indispensable unité des prolétaires, il est vital que les prolétaires des pays où existe une longue tradition d'oppression des Kurdes – à com-

mencer par la Turquie – luttent résolument contre toute oppression à leur égard et pour une complète égalité des droits. C'est la condition indispensable pour pouvoir surmonter la division entretenue à dessein par la classe dominante et tous les partis nationalistes de gauche, de droite ou d'extrême droite.

Dans les métropoles impérialistes cela implique la dénonciation de l'utilisation de la «question kurde» à des fins impérialistes et de la prétendue solidarité des bourgeois avec le peuple kurde : la solidarité bourgeoise est toujours intéressée et elle se retourne toujours contre les prolétaires. La solidarité réelle avec les prolétaires et les masses pauvres de la région, kurdes et autres, sera celle des prolétaires lorsqu'ils entreront en lutte contre «leur» État et «leur» impérialisme.

La reprise par le prolétariat de sa **lutte classiste**, dans une perspective **internationale** et sous la direction de son **parti de classe**, indiquera la voie vers le but final : l'instauration du communisme pour l'émancipation, non seulement des Kurdes, mais de l'humanité tout entière.

28/02/2026



(1) Pour un exemple de telles déclarations, voir l'interview de la députée turque du parti prokurde DEM, Tülay Hatimogullari, dans *Le Monde* du 1^{er} février 2025 : <https://www.lemonde.fr/international/article/2026/02/01/>

(2) Pour plus de détails sur la capitulation d'Öcalan en 1999, voir notre article « Question Kurde Les offres de capitulation d'Öcalan et du PKK à l'État turc » dans *Le Prolétaire*, n° 451, novembre-décembre 1999.

(3) Voir le communiqué du TCK (Mouvement de la Jeunesse Kurde) qui appelait à une «révolution» contre le PYD : <https://syriafreedomforever.wordpress.com/2013/06/23/>

(4) Tract du 3 octobre 2014 de l'Organisation communiste libertaire (OCL) cité dans notre article « Mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan », *Le Prolétaire* n° 513, octobre-novembre 2014.

(5) Les détails sur les manifestations et leur répression sont issus de la page Wikipédia anglophone de l'AA-NES : <https://en.wikipedia.org/wiki/>

(6) Les informations sur l'économie du Rojava sont issues de Sinan Hataha, « The Political Economy of the Autonomous Administration of North and East Syria », 29 novembre 2019, disponible en ligne : <https://cadmus.eui.eu/server/api/core/bitstreams/>

(7) Voir le rapport suivant de Amnesty International : <https://www.amnesty.org/en/documents/mde24/2503/>

Plusieurs centaines de morts dans la catastrophe minière de Rubaya, au Congo

Le 28 janvier, entre 200 et 400 personnes (voire plus selon les estimations) sont mortes dans un glissement de terrain de la mine de Rubaya, située à l'est de la République démocratique du Congo, dans la province du Nord-Kivu actuellement sous le contrôle des rebelles du M23. Parmi les morts, des centaines de « creuseurs » (des mineurs « artisanaux » travaillant pour leur propre compte avec des instruments de travail rudimentaires qui ne leur appartiennent souvent pas et qui sont entre 1,5 et 2 millions au Congo (1)), mais également des femmes commerçantes, des enfants et des civils qui vivaient aux environs de ces mines à ciel ouvert. Cette effroyable catastrophe industrielle n'a rien d'un accident qui relèverait d'une quelconque catastrophe naturelle. Elle est au contraire le résultat de la pire exploitation capitaliste qui soit, à laquelle sont réduites les masses pauvres congolaises, forcées de travailler quotidiennement dans les pires conditions et au péril de leur vie pour le seul profit des différents groupes armés, des seigneurs de guerres, des différents bourgeoisies régionales, et des conglomérats impérialistes qui ont depuis longtemps déjà jeté leur dévolu sur les richesses naturelles, en particulier minières, dont regorge littéralement le Congo (que les observateurs vont jusqu'à qualifier le « scandale géologique »). Le secteur de l'industrie minière représenterait ainsi plus de 80 % des recettes d'exportation de la RDC et plus de 20 % de son PIB (2).

Syrie: suite des notes

2015/en/

(8) Voir *Le Monde* du 19 janvier 2026 : <https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/19/>

(9) Pour la source de la citation, voir *Le Monde* du 21 janvier 2026 : <https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/21/>

(10) Le 12 octobre 2015, les États-Unis parachutent cinquante tonnes de munitions pour les milices de la région, au premier rang desquels figurent les FDS. Quelques jours plus tard, le président américain Barack Obama annonce envoyer une cinquantaine de soldats des forces spéciales entraîner et coordonner les FDS. Voir <http://www.liberation.fr/planete/2015/10/30/et> <http://www.liberation.fr/planete/2015/11/12/>

(11) <https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/05/08/>

Le M23, qui a repris les armes en 2021 contre le gouvernement de Kinshasa et qui prétend représenter la minorité tutsi en RDC s'est emparé de la mine de Rubaya à la fin avril 2024, où 10 000 creuseurs travaillent quotidiennement sur un terrain extrêmement accidenté, parsemé de crevasses et de tunnels creusés à la main. La mine de Rubaya représente le plus grand gisement de coltan du pays, et concentre à elle seule entre 15 et 30 % de la production mondiale du minerai. En 2025, le M23 a opéré des percées fulgurantes dans l'est de la RDC, dans la région des Kivu (Nord-Kivu et Sud-Kivu), dont le sous-sol contient 60 à 80 % des réserves mondiales de coltan. En février 2025, le M23 a réussi un assaut contre la ville de Goma (10 000 morts et près de 100 000 déplacés), particulièrement importante pour l'industrie minière de la région en plus d'être frontalière avec le Rwanda, dont le M23 est un proxy (ce que le Rwanda nie).

Le coltan est particulièrement prisé parce qu'il renferme du tantale, lequel fait partie, aux côtés de l'étain, du tungstène et de l'or (les « 3TG », pour la concaténation des initiales anglaises de *Tantale, Tin, Tungsten, Gold*) de ce qu'on appelle les « minerais de sang », des minerais extrêmement demandés par les industries technologiques de pointe, et qui font pour cette raison l'objet d'une prédation impitoyable de la part des différents groupes armés des pays africains en guerre (outre la RDC, on trouve du tantale dans les sous-sols du Rwanda, du Nigeria, de la Sierra Leone, de l'Éthiopie, de la Tanzanie, de la Côte d'Ivoire et du Bénin). Le tantale, en raison de sa résistance à la chaleur et à la corrosion, est particulièrement utilisé dans la fabrication des minuscules condensateurs indispensables au fonctionnement des appareils technologiques (les téléphones portables, notamment), parce qu'il est capable de contenir une charge extrêmement élevée d'énergie rapportée à sa taille. Ainsi, le secteur de l'électronique (représenté par les groupes comme Apple, Bayer, Sony, LG, Samsung, Intel, etc.) représenterait à lui seul 60 à 80 % du marché du tantale, même si celui-ci est également utilisé comme alliage (avec le cobalt et le nickel) pour la fabrication de missiles, de fusées ou d'avions (3). Ces nombreux usages font de la possession de coltan un intérêt stratégique majeur dans des contextes de guerre civile, où il est utilisé par les différents groupes armés (l'armée congolaise comprise) comme une manne

destinée à être vendue et exportée vers les pays producteurs, et ce au moins depuis la deuxième guerre du Congo de 1998-2003.

Que le Rwanda bénéficie de l'activité de contrebande du coltan par l'intermédiaire de milices armées (dont le M23), n'est plus, et depuis longtemps, à prouver. Ainsi, selon une ONG, « 90 % du coltan (...), de l'étain et du tungstène (...) exportés par le Rwanda sont introduits illégalement à partir de la RDC », en particulier par l'intermédiaire du M23. Le M23 s'en sert également pour financer son armement et ses propres activités (une étude de l'ONU a affirmé que « le M23 recevait 800 000 dollars par mois en taxes des mines de coltan de l'est du Congo ») (4). Une fois maîtres de Rubaya, les rebelles du M23 ont mis en place ce qu'un groupe d'expert a qualifié d'« administration quasi-étatique » (« state-like administration »), délivrant des permis aux mineurs et aux commerçants et exigeant que ceux-ci leur reversent respectivement une redevance annuelle de 25 \$ et 250 \$. Le M23 a doublé le maigre salaire journalier des mineurs afin de s'assurer qu'ils continuent à travailler (5 \$ par jour ; au Congo, 2/3 de la population vit avec moins de 2 \$ par jour) (5).

Le gouvernement corrompu congolais a évidemment nié toute responsabilité dans l'effondrement de la mine de Rubaya et mis la mort des mineurs sur le dos du M23, en affirmant qu'il avait pour sa part interdit le minage dans la région l'an dernier... même si les rebelles en avaient déjà pris le contrôle à ce moment-là ! En réalité, il y a eu d'innombrables effondrements de mines similaires en RDC, en quantités telles qu'il est difficile de les comptabiliser tous et, à plus forte raison, d'en établir le nombre de victimes. Cela est tellement vrai que les nationaux leur ont même donné un nom : « fuko », ceux qui sont « recouverts par la terre » (6). Ces catastrophes dans les « mines de la mort » du Congo se produisent évidemment également dans les zones contrôlées par le gouvernement, qui n'est pas moins indifférent au sort des travailleurs pauvres et déshérités des mines que ne le sont les groupes armés qui le combattent.

En novembre 2025, une autre catastrophe minière avait défrayé la chronique, avec l'effondrement de la mine de cuivre et de cobalt de Kalando, située à 40 km de la ville de Kolwezi (chef-lieu de la province du Lualaba, ex-Katanga sous l'administration coloniale belge), qui concentre à elle seule 3/4 (!) de la demande mondiale de cobalt. Au moins 70 creuseurs, qui travaillaient sur ce site « illégal », y avaient trouvé la mort, la catastrophe ayant été provoquée par un mouvement de panique causé par des

(Suite en page 14)

Plusieurs centaines de morts dans la catastrophe minière de Rubaya, au Congo

(Suite de la page 13)

rafales de tirs de militaires gouvernementaux, qui a fait s'effondrer un pont de fortune sur lequel s'entassaient les mineurs. « Illégal » veut dire que le site était officiellement considéré comme « abandonné » par le gouvernement : y travaillent en réalité, sur un espace extrêmement réduit et accidenté, des masses innombrables de petits creuseurs (plus de 10 000 sur ce seul site), en l'absence de toute sécurité et de réglementation, le travail des enfants y étant courant (on estime que 40 000 enfants travaillent dans les mines de RDC, dans des conditions épouvantables où ils sont victimes d'éboulements et de maladies causées par le contact avec les gaz toxiques que l'on trouve dans les profondeurs).

Ce type de travail « illégal » (les « creuseurs » n'ont le droit de travailler que dans quelques « zones d'exploitation artisanales », les « ZEA », qui sont désignées par le gouvernement et qui ne valent en fait rien), informel et extrêmement artisanal, est en réalité tout à fait inséré dans l'activité économique du pays, et d'ailleurs plus ou moins toléré par certains dirigeants corrompus qui entretiennent des liens étroits avec les grands groupes impérialistes. À elle seule, la production de cobalt fait travailler près de 200 000 creuseurs, essentiellement clandestins. Les petits creuseurs livrent leur marchandise de la journée à des comptoirs situés le long des grandes routes tenus par des acheteurs travaillant directement avec des multinationales étrangères (parfois sous leur direction officieuse), en particulier chinoises. Ces acheteurs, qui fixent arbitrairement des prix qui leur sont avantageux et vis-à-vis desquels les creuseurs n'ont rien à dire, se chargent d'exporter le minerai vers les pays impérialistes étrangers, où ils seront transformés (7).

Si l'on excepte les catastrophes de ce type à l'origine de massacres miniers de masse, il faut encore rajouter le nombre de morts de mineurs tués dans des accidents quotidiens du travail (plusieurs milliers par année) ainsi que le « travail » de la répression meurtrière gouvernementale contre les activités des mineurs illégaux. L'essentiel des gisements disponibles est contrôlé par des industriels, qu'ils s'agissent d'industriels nationaux, de la compagnie minière d'État ou des multinationales

étrangères. Au Congo, environ 70 % des sites industriels miniers sont privatisés, avec une large prédominance de l'industrie chinoise depuis le début des années 2000, laquelle est parvenue à s'accaparer pas moins de 3/4 des gisements au travers de ses sociétés sous contrôle de la SASAC (« Commission chinoise d'administration et de supervision des actifs publics »), qui dépend directement du comité central du prétendu Parti communiste chinois. Outre le secteur d'État congolais (au travers de la Gécamines, largement exsangue et en faillite), on trouve donc des sociétés chinoises (CMOC Group anciennement China Molybdenum Company, Zijin Mining), canadiennes (Ivanhoe Mines), australiennes (ZIOC), britanniques (ENRC, Eurasian Natural Resources Corporation, d'origine kazakh), anglo-suisse (Glencore, de l'homme d'affaire israélien ultra-corrompu Dan Gertler) mais aussi sud-africaines (AngloGold Ashanti) ...

Il n'est pas rare que les creuseurs artisanaux et les industriels se disputent l'exploitation des mêmes terrains. Il est également fréquent que des prolétaires pauvres, en particuliers des enfants, tentent des excursions illégales, souvent au péril de leur vie, afin de récupérer une maigre partie du minerai sur le terrain des industriels en escaladant les remblais. La police nationale, notamment au Lualaba, est entièrement dans les mains des industriels et est même directement payée par eux pour assister les bandes de gardes privés assurant la protection des sites. Celle-ci n'hésite pas à tirer à balles réelles sur les adolescents ou les enfants qui se rendraient coupables de tels larcins (8). Ce genre de meurtres, évidemment impunis, sont loin d'être des cas isolés en RDC : « ... dans le Katanga, chaque jour des dizaines de creuseurs sont tués par la police, l'armée ou la garde républicaine parce qu'ils se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment » (9).

La loi de la propriété privée, de la prédation capitaliste la plus barbare du sol et des corps, y règne en maître, avec la complicité bienveillante des industriels de la technologie qui réclament les composants nécessaires à la fabrication des appareils avec lesquels ils inonderont ensuite le marché mondial, ainsi que des États impérialistes au service des intérêts de ces entreprises (10).

27/02/2026 ●

(1) Selon les données de la Banque Mondiale, « Delve Contry Profile : Democratic Republic of Congo, Artisanal and Small-Scale Mining Sector », <https://www.delvedatabase.org/uploads/re->

[sources/Delve-Country-Profile-DRC.pdf](https://www.delvedatabase.org/uploads/re-sources/Delve-Country-Profile-DRC.pdf).

(2) « En RDC, près de 25 % du PIB assurés par un secteur minier dense », *Financial Afrik*, 10/10/2024.

(3) « Le coltan, pour le meilleur et pour le pire », *Agence Ecofin*, 15/12/2017.

(4) « Coltan, étain... Comment la contrebande de minerais de RDC vers le Rwanda s'est renforcée avec la guerre », *TV5 Monde*, 08/07/2025.

(5) « Inside the Congolese mine vital to mobile phones, as rebel give BBC rare access », *BBC*, 13/06/2025.

(6) « Deaths Are All Too Common, Compensation All Too Rare for Artisanal Miners in DRC », *Global Press Journal*, 27/11/2016.

(7) « Les creuseurs du Congo, perpétuels damnés du minerai », *Le Soir*, 9/11/2023.

(8) « République démocratique du Congo : les petits forçats du cobalt », *Amnesty International*, 14/02/2023.

(9) « Au Congo, des milliers de creuseurs artisanaux sont tués chaque année : « Ils sont ensevelis vivants par des bulldozer », *La Libre*, 02/02/2026.

(10) Voir : « Congo: La course impérialiste aux matières premières est le véritable moteur de la guerre au Kivu » https://www.pcint.org/03_LP/556/556_10_guerre-kiwu.htm

« Il Comunista »

N° 191 Giugno 2026
Nell'interno

- Da Gaza al Libano e all'Iran, dal Mali alla Repubblica Democratica del Congo, dal Kashmir all'Etiopia e al Kosovo... : la legge della guerra permanente è la legge dell'imperialismo
- Trump-Xi Jinping / Putin-Xi Jinping
- Ucraina. Si vis bellum para pacem?
- Minnesota: sullo «Sciopero Generale» che non c'è stato (come distorcere la realtà)
- Dopo il Venezuela, nel mirino di Trump oggi ci sono Cuba e Honduras
- Il 1° Maggio proletario è rosso, non tricolore! La classe proletaria e la guerra capitalista contro di essa
- Rapporti tenuti alla Riunione Generale dell'11-12 ottobre 2025 : La Sinistra comunista e l'Ordinovismo (I)
- Ritorno al comunismo rivoluzionario di Marx e Lenin (3)
- Nella rivendicazione costante della continuità del programma comunista: le Tesi di Lione della Sinistra Comunista d'Italia (2)
- Quadrante
- Global Sumud Flotilla

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5

E-mail: ilcomunista@pcint.org

Hongrie : champ de bataille électoral des requins impérialistes américain, russe et européen. Face à la mystification démocratique, le prolétariat doit reprendre le chemin de la lutte

(Suite de la page 1)

cus que cette « *claque électorale* » pourrait « *encourager un sursaut ouvrier* » (!) (1) (2).

Si l'on peut pronostiquer, sans trop d'audace, que rien ne changera pour le prolétariat hongrois, ainsi que pour le prolétariat immigré pour qui la Hongrie est une voie de passage vers cette Europe occidentale qui continue d'être perçue comme un Eldorado pour ces millions de travailleurs qui fuient l'enfer, il est néanmoins certain que ce bouleversement à la tête du gouvernement hongrois va avoir une série de répercussions importantes sur les rapports inter-impérialistes. Tâchons d'y voir d'un peu plus près.

INGERENCES ? VOUS AVEZ DIT INGERENCES ?

Les dirigeants européens, et leurs chambres d'écho que sont les médias, n'ont eu de cesse d'alerter sur les risques d'ingérence étrangère lors de ces élections. Il faut dire que de puissants intérêts impérialistes étaient derrière les principaux candidats : les impérialismes américain et russe derrière Orbán, et l'impérialisme européen derrière Magyar. Afin de faire gagner son poulain, chacun était donc prêt à toutes les manœuvres, des plus grossières comme la visite du vice-président américain, J.D. Vance, venu alerter la Hongrie contre la menace des « bureaucrates européens » et souligner le prétendu bilan positif d'Orbán, aux plus dissimulées, comme les tentatives de manipulation du scrutin par de faux comptes, ayant parfois recours à l'intelligence artificielle pour diffuser de fausses nouvelles. La presse européenne s'est ainsi complaisamment appesantie sur les nombreuses ingérences russes, comme la création d'un faux site Euronews – un média paneuropéen multilingue – la création de faux comptes Twitter ou TikTok diffusant des vidéos créées par intelligence artificielle et attribuant de fausses positions à Peter Magyar, ou encore selon le média VSquare, l'envoi par la Russie d'agents du renseignement militaire et de spécialistes des réseaux sociaux pour conseiller Orbán dans sa

campagne. (3)

Mais ce que les médias ont moins mis en avant, c'est la pression inverse de l'Union européenne pour soutenir Magyar. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, les dirigeants français, allemand, autrichien ou encore polonais, notoirement pro-ukrainiens, n'ont pas fait mystère de leur désir de voir Magyar l'emporter, et ont été parmi les premiers à saluer sa victoire. Si leurs formes d'ingérence étaient moins grossières que celles de leurs rivaux, il n'en demeure pas moins que la présidente de la Commission avait clairement fait savoir que si Magyar l'emportait, il serait fortement envisageable de débloquer les plusieurs dizaines de milliards d'euros d'aide gelés par l'Union européenne depuis la dégradation des relations avec la Hongrie. Nul doute que cette manne financière promise, dans un climat économique des plus moroses, a dû convaincre plus d'un électeur de donner sa chance au candidat de l'opposition.

La visite d'Ursula von der Leyen le vendredi 17 avril, moins d'une semaine après la victoire électorale de Magyar, et avant même que le nouveau premier ministre ne soit investi, est une preuve supplémentaire de cette volonté de l'Union européenne de remettre la main sur la Hongrie, deux ans et demi après une victoire similaire des pro-européens en Pologne, au détriment du gouvernement sortant illibéral. (4)

Outre que cette victoire électorale des europhiles permet de fissurer encore davantage le camp pro-russe, qui se limite désormais à la Slovaquie du social-démocrate Robert Fico et à la République tchèque du milliardaire trumpiste Andrej Babiš, elle a surtout des implications très concrètes sur le conflit russo-ukrainien.

LA GUERRE RUSSO- UKRAINIENNE, LE VÉRITABLE ENJEU DES ÉLECTIONS HONGROISES

Depuis le retrait spectaculaire des États-Unis de Trump, c'est désormais l'Union européenne qui constitue le principal fournisseur d'armes et d'aides financières à l'Ukraine. En 2026, l'Union européenne avait dépen-

sé un total de 194,9 milliards d'euros en soutien à l'Ukraine, dont 91,3 milliards d'euros d'aide militaire et 92,7 milliards d'euros de soutien financier. Sur la même période, l'aide américaine était respectivement de 64,6 et 47,3 milliards d'euros. (5)

Dernière initiative en date, un prêt européen de 90 milliards d'euros au gouvernement ukrainien, promis en mars 2025 mais jusqu'ici bloqué par la Hongrie d'Orbán. Ce prêt était l'enjeu central du scrutin, Magyar s'étant engagé à lever le veto hongrois s'il était élu. Sa victoire donnera donc une bouffée d'air frais à l'Ukraine dans sa guerre qui s'éternise, sans perspective de victoire ou même de cessation des hostilités à court-terme. Il serait toutefois erroné de surestimer l'évolution du rapport de force russo-ukrainien que cette victoire implique. La Hongrie de Magyar ne sera guère plus pro-ukrainienne que celle d'Orbán. S'il est probable que les blocages spectaculaires d'aide financière ou les fuites d'informations internes à l'UE à destination de Lavrov, dont s'est rendu responsable le ministre des Affaires étrangères hongrois, Péter Szijjártó, prendront fin, Magyar continuera probablement de freiner tout rapprochement entre l'UE et l'Ukraine.

S'il a explicitement évité de se prononcer clairement sur la question pendant sa campagne, ses prises de position antérieures, notamment au Parlement européen, dont il a été député à partir de 2024, et où il a systématiquement voté contre tout envoi d'armes ou de troupes en Ukraine, ainsi que contre l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne, révèlent ses véritables intentions. Même *Le Monde* se voit obligé de souligner que sur la question de l'invasion de l'Ukraine, les positions d'Orbán et de Magyar se rejoignent partiellement. À propos de la minorité ukrainienne en Hongrie, qui compte près de 25 000 personnes, Magyar affirmait même que la situation « ne cesse de se dégrader », laissant augurer un possible durcissement de l'État à leur égard. (6)

Ces positions de Magyar ont de quoi surprendre le libéral bon teint, persuadé qu'avec sa victoire, c'est le libéralisme, la démocratie et l'État de droit qui reviennent au pouvoir. En réalité, une fois encore, c'est la puissante méthode d'analyse matérialiste économique du marxisme qui permet de naviguer dans les eaux troubles de la *realpolitik*, sans heurter les nombreux écueils sur lesquels viennent s'échouer les petits-bourgeois idéalistes de gauche et d'« extrême » gauche.

(Suite en page 16)

Hongrie ...

(Suite de la page 15)

LA PROXIMITE AVEC LA RUSSIE : COLLABORATION IDEOLOGIQUE PASSAGERE OU PRODUIT DE LA DEPENDANCE ENERGETIQUE HONGROISE ?

Dans la réalité, ce ne sont pas les idéologies politiques qui déterminent les relations diplomatiques et les échanges marchands mais bien la structure économique des États. Or, la Hongrie est l'un des principaux pays européens importateurs de pétrole russe avec la Slovaquie. Le principal pipeline qui permet à ces deux pays de bénéficier du pétrole russe et l'oléoduc Droujba, long de 4000 kilomètres et construit par l'URSS dans les années 1960 pour alimenter ses « partenaires » – en réalité ses semi-colonies – du bloc de l'Est.

Alors que l'Union européenne a interdit en 2022 l'importation de pétrole et de gaz russe, elle a fait une exception pour ces deux pays, ainsi que pour la Tchéquie, le temps qu'ils diversifient leurs fournisseurs. Si, sur le papier, il existe des alternatives, notamment la possibilité d'acheter du pétrole via la Croatie à partir du pipeline Adria, dans la pratique, elles se révèlent bien trop coûteuses pour être envisagées par les bourgeoisies hongroise et slovaque. En outre, Droujba rapporte gros à l'État hongrois, en sa qualité de principal actionnaire de la compagnie Mol, gestionnaire de l'oléoduc. Que pèsent les valeurs européennes et l'alignement derrière l'UE face aux « *eaux glacées du calcul égoïste* » (Marx) ? Il n'est donc guère étonnant que, depuis 2021, malgré la guerre et le découplage croissant entre les pays européens et l'énergie russe, la part du pétrole russe dans les importations totales de pétrole en Hongrie soit passée de 68 % à 86 %. (7)

La frilosité – pour dire le moins – de la classe politique hongroise, toutes tendances politiques confondues, vis-à-vis de l'Ukraine s'explique donc avant tout par la menace que fait peser ce pays sur les livraisons de pétrole. En effet, depuis l'été 2025, dans sa volonté de mettre l'économie russe à genoux, l'Ukraine a multiplié les frappes contre les infrastructures de l'oléoduc Droujba, provoquant des coupures d'approvisionnement et suscitant l'ire de la Hongrie et de son allié slovaque. Orbán avait d'ailleurs conditionné la fin de son veto au prêt de 90 milliards de dollars à l'Ukraine à la reprise des livraisons de pétrole russe. (8) S'il est probable que Magyar renonce au veto hongrois, comme preuve de sa bonne volonté dans la

reprise de relations apaisées avec l'UE, gageons que cette dépendance énergétique continuera d'être une épine dans le pied des relations entre la Hongrie, l'UE et l'Ukraine.

LA VICTOIRE DE MAGYAR REPRESENTE-T-ELLE UN « MOINDRE MAL » POUR LE PROLETARIAT ?

Tous nos petits-bourgeois démocrates et humanistes – surtout s'ils appartiennent à ces groupes trotskistes qui se font forts de mobiliser une tactique « souple » pour prétendument améliorer la situation immédiate du prolétariat – pourraient rétorquer que si bien peu de changements auront lieu en termes de politique extérieure, la victoire de Magyar représente au moins un léger mieux en termes de politique intérieure. Qu'en est-il vraiment ?

Il ne fait aucun doute que le prolétariat de Hongrie vivait un véritable calvaire sous le long règne d'Orbán, dont le gouvernement a sorti l'artillerie lourde en matière de législation anti-prolétarienne. Son principal fait d'arme reste probablement sa loi de flexibilisation du marché du travail, adoptée en 2018 et qui donne le droit aux employeurs d'exiger de leurs salariés jusqu'à 400 heures de travail supplémentaires par an, soit l'équivalent de deux mois de travail, tout en payant ces heures supplémentaires obligatoires trois ans plus tard. (9) Quant au versement des prestations sociales, il a été sévèrement durci durant ces 16 années de gestion Orbán, avec l'obligation de réaliser des travaux d'intérêt général en contrepartie du versement des aides. (10)

Comme si cette politique anti-prolétarienne ne suffisait pas, la Hongrie est confrontée depuis le début de la décennie à une situation économique dégradée. Le niveau de l'emploi et la croissance sont en berne tandis que l'inflation dépasse les 50 % en cumulé depuis 2020, avec un pic à 17 % en 2023. Cette situation a considérablement aggravé le niveau de vie de la population, ce qui explique sans nul doute, bien plus que les préoccupations géopolitiques ou même le rejet de la corruption, la victoire écrasante de Magyar. Ce sont notamment les personnes âgées, électoral traditionnel du Fidesz, qui ont été confrontées à la hausse de la pauvreté, avec des difficultés pour se nourrir, s'approvisionner en médicaments ou se chauffer. (11)

La situation est plus terrible encore pour les prolétaires immigrés, qui sont soumis à une répression policière permanente, encouragée par l'impunité dont la flicaille bénéficie, à l'internement dans des conditions indignes, et à la

possibilité d'être déporté de force du territoire à tout moment. Ne nous y trompons pas, derrière la rhétorique anti-migrants d'Orbán se cache non pas la volonté de faire de la Hongrie un pays absolument dépourvu de migrants – au contraire, depuis 2019, la Hongrie a accru l'immigration de travailleurs étrangers, notamment d'origine asiatique, afin de pallier une pénurie de main-d'œuvre (12) – mais bien la possibilité pour la bourgeoisie hongroise de disposer d'une main d'œuvre corvéable à merci, soumise aux conditions de travail les plus difficiles, dépourvue des protections les plus minimales concernant les accidents du travail ou les interruptions d'emploi pour cause de maladies, et sous la menace constante des patrons de les licencier s'ils se révèlent insuffisamment productifs.

La situation du prolétariat hongrois s'améliorera-t-elle sous le gouvernement Magyar ? Tout porte à croire le contraire. Si le probable déblocage des aides gelées par l'UE apportera une bouffée d'air frais à l'économie hongroise, Magyar se révélera tout aussi anti-ouvrier que son prédécesseur. Si le flou assumé de son programme a pu agglomérer autour de lui toutes les classes de la population, nul doute que son orientation libérale et conservatrice finira par poindre avec l'exercice du pouvoir, dans un contexte d'aggravation de la crise économique à l'échelle mondiale. Quant aux migrants, ils savent déjà ce qui les attend, Magyar leur étant tout aussi hostile que son prédécesseur. Il a d'ailleurs promis de stopper les arrivées de travailleurs étrangers qu'Orbán avait été contraint d'accepter afin de compenser le manque de main d'œuvre. (13)

FACE A LA MYSTIFICATION ANTI-FASCISTE, FACE AUX ATTAQUES ANTI-OUVRIERES, UNE SEULE VOIE : LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

Le prolétariat hongrois, comme le reste du prolétariat mondial, est toujours victime de la contre-révolution, en témoigne le succès avec lequel la mystification anti-fasciste continue de mobiliser une partie de la classe sur des intérêts qui ne sont pas les siens. Qu'ils soient illibéraux ou démocrates, les politiciens bourgeois sont tous les ennemis du prolétariat que celui-ci doit combattre. Loin de devoir s'allier avec une faction de la bourgeoisie contre une autre, il devra faire disparaître cette engeance avec le « *balai de fer* » (Trotsky) de sa dictature totalitaire, plurinationale, monoclasse et monopartitique.

Mais avant d'atteindre ce glorieux

sommet, il devra au préalable, retrouver les méthodes classistes de lutte, constituer un parti communiste authentique tirant toutes les leçons de sa riche histoire révolutionnaire au cours de laquelle sa combativité fut gaspillée dans une fatale union avec les sociaux-démocrates, comme lors de la révolution de 1919. Ce ne sera pas facile tant les ravages de la contre-révolution stalinienne et les illusions démocratiques qu'elle a suscitées ont pesé et pèsent sur le prolétariat, mais il n'y a pas d'autre voie.

22/04/2026 ●

(1) Le Fidesz est un parti originellement démocrate chrétien de centre droit, rassemblant l'opposition conservatrice modérée au régime stalinien. À partir des années 2010, le parti a progressivement durci sa ligne politique conservatrice, anti-minorités, anti-migrants, anti-prolétarienne et nationaliste jusqu'à devenir un parti d'extrême droite, adulé par tout ce que l'Europe et l'Amérique du Nord compte de nationalistes et de post-fascistes.

(2) <https://www.lutte-ouvriere.org/portail/editoriaux/hongrie-claque-electorale-doit-encourager-sursaut-ouvrier-193476.html>

(3) Voir notamment <https://www.bfmtv.com/international/europe/> ; <https://www.france24.com/fr/europe/> ; <https://fr.euronews.com/my-europe/> ; <https://vsquare.org/> ; <https://www.courrierinternational.com/article/>

(4) <https://fr.euronews.com/my-europe/2026/04/13>

(5) <https://www.touteleurope.eu/>

(6) <https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/06/>

(7) <https://www.rtf.be/>

(8) <https://www.courrierinternational.com/article/>

(9) <https://www.lemonde.fr/international/article/2019/01/05/>

(10) <https://www.mediapart.fr/journal/international/130711/>

(11) <https://www.humanite.fr/monde/hongrie/>

(12) <https://www.wsj.com/articles/>

(13) <https://www.lemonde.fr/international/article/2026/04/11/>

Algérie La révolution et la lutte anticoloniale dans l'analyse marxiste

Brochure «le prolétaire»,
Août 2025, format A4, 72
pages, Prix: 6 €

Etats-Unis **Minnesota : à propos de la « grève générale » qui n'a pas eu lieu...**

L'une des armes les plus puissantes utilisées par la classe bourgeoise contre le prolétariat est sa capacité à déformer les termes de la véritable lutte des classes et à imposer une vision complètement distordue de celle-ci. Ainsi, les grandes étapes du développement de la domination bourgeoise sont présentées comme des victoires de la classe prolétarienne. La démocratie est présentée non pas comme le système dont la classe bourgeoise a besoin pour garantir sa vie commerciale, industrielle, etc., mais comme un « droit acquis » par le prolétariat. La Seconde Guerre mondiale, une lutte épique pour la liberté « antifasciste » et non le massacre de prolétaires à des fins exclusivement impérialistes, comme ce fut le cas en réalité. Et ainsi, à tous les niveaux, des affrontements interimpérialistes aux manifestations quotidiennes de l'exploitation et de l'oppression, la réalité même de la vie de la classe prolétarienne se trouve, encore et toujours, corrompue par la force destructrice des classes bourgeoise et petite-bourgeoise.

Très souvent, ce sont précisément les courants qui se revendiquent « de classe », « prolétaires » voire « communistes » qui propagent cette vision déformée de la réalité. Cela s'est produit, par exemple, lors des mobilisations contre l'ICE et la politique d'expulsions racistes du gouvernement américain, dans lesquelles tant de groupes soi-disant « marxistes » ont vu le début d'une lutte de classe à grande échelle là où il y avait en réalité un contrôle étroit de la petite bourgeoisie sur le prolétariat à travers l'imposition de ses moyens et méthodes de lutte.

Nous prenons l'exemple de l'Internationale Communiste Révolutionnaire (ex-Tendance Marxiste Internationale), plus précisément de sa section américaine, les Communistes Révolutionnaires d'Amérique (RCA), car il illustre bien ce type de déformation dont nous parlons : ils tentent de faire passer un exemple de mobilisation, certes importante et nombreuse, mais de type populaire et interclassiste, pour un jalon de la lutte prolétarienne. Ce faisant, ils font obstacle au véritable développement de la lutte de classe qui a besoin, avant tout, de clarté et de rigueur.

Dans son article « *La grève générale du Minnesota de 2026 : un tournant historique* » (1) du 26 janvier 2026, la RCA écrit que « *Minneapolis est devenue l'épicentre de la lutte des classes aux États-Unis* » et que « *les*

manifestations quotidiennes qui ont suivi et la résistance civile généralisée contre l'ICE ont abouti à une grève générale de facto », au cours de laquelle « *des centaines de milliers de citoyens du Minnesota* » sentirent que leur ville était occupée par des agents fédéraux et, comme les Démocrates n'offraient aucune solution réelle, les gens ordinaires ont pris les choses en main », et que « *le 23 janvier 2026 restera dans les mémoires comme un tournant dans l'histoire de la lutte des classes aux États-Unis.* (...) *C'était la première fois en 80 ans qu'un événement même vaguement similaire se produisait aux États-Unis, depuis la vague de grèves de 1946, qui avait provoqué des grèves générales à Oakland, Rochester et dans d'autres villes. De plus, il s'agissait essentiellement d'une grève générale politique. Il ne s'agissait pas d'une action économique pour les salaires et les avantages sociaux, mais d'un acte ouvertement politique, dirigé directement contre l'appareil répressif du gouvernement national. Elle a éclaté pour défendre les travailleurs injustement persécutés parce qu'ils ne possédaient pas un document précis, et pour protester contre l'assassinat éhonté de citoyens américains coupables d'avoir exercé leurs droits constitutionnels. On y discerne clairement les prémices d'une conscience de classe émergente. La grève s'est étendue de manière organique malgré l'absence d'une direction militante de lutte de classe, en grande partie grâce à l'auto-organisation de la classe ouvrière qui s'est mise en place lors de réunions de quartier et des tchats sur Signal dans les Twin Cities [Minneapolis et Saint Paul – NDIR].* La RCA conclut que « *les communistes doivent étudier ces événements de près et en tirer leurs conclusions* ». Très bien, faisons-le.

Alors que la RCA et d'autres médias de la gauche bourgeoise (*Jacobin*, *Monthly Review*, *In These Times*, etc.) parlent d'une grève générale et fondent leurs conclusions sur le nombre de manifestants, les gros titres des médias et l'ambiance émotionnelle, le marxisme authentique doit tirer ses conclusions des relations matérielles, du processus de production, de la position de classe. On ne peut nier que les manifestations du 23 janvier ont été massives. Mais la question n'est pas d'ordre sémantique.

(Suite en page 18)

Etats-Unis

Minnesota : à propos de la « grève générale » qui n'a pas eu lieu...

(Suite de la page 17)

Il s'agit du contenu réel et du poids des armes de la classe ouvrière : un véritable processus de grève, une véritable polarisation de classe.

La dite « société civile » — une vaste coalition d'organiseurs communautaires, de chefs religieux et de militants d'ONG du Minnesota — « a appelé à une grève générale dans tout l'État, souvent décrite par les participants comme un «black-out économique» ou une «Journée de la vérité et de la liberté» » (Wikipedia).

De leur côté, les syndicats engagés dans la collaboration de classe ont refusé de décréter la grève. L'AFL-CIO nationale ne l'a pas soutenue ; les syndicats locaux ont offert leur soutien verbal, mais ont mis en garde contre l'illégalité, la perte potentielle d'emplois et ont invoqué le cadre contractuel qui limite les grèves à la négociation collective (la « clause de non-grève »). Ils n'ont pas appelé à la grève, et certainement pas dans les secteurs économiques clés. Les discours des dirigeants syndicaux ont été purement symboliques ; dans certains cas, il n'y a même pas eu de vote sur la grève — belle façon de mener la lutte ouvrière ! Les hôpitaux ont invoqué le devoir moral de prodiguer des soins, et l'UAW, avec ses 1,1 million de membres, n'a rien fait pour les mobiliser, se contentant d'évoquer l'idée d'une grève générale en... 2028 et contribuant ainsi, comme toujours, à la paralysie qui a bloqué la classe ouvrière lors de cette journée.

Il n'y a pas eu d'action de grève collective coordonnée des travailleurs des industries stratégiques ; les transports n'ont pas été paralysés ; l'approvisionnement en énergie des centres de production, du secteur financier ou des services de répression de l'État n'a pas été interrompu. Les grandes entreprises — Target, 3M, UnitedHealth, Xcel Energy — ont continué à fonctionner comme d'habitude. La participation s'est largement limitée à des jours de congé, des arrêts maladie ou des absences individuelles... Dans ces conditions, on ne peut pas parler d'une grève générale. Les travailleurs n'ont imposé aucun «embryon de force de classe». Au contraire, l'événement a confirmé la domination de la politique de collaboration de classe, imposée tant par la direction syndicale qu'intériorisée au sein même du mouvement ouvrier. Une partie de la petite bourgeoisie a pu se permettre de

fermer symboliquement ses magasins à un coût minime. Ce n'est pas une action de classe prolétarienne. Ce en fut pas une grève générale, mais une manifestation massive combinée à des «absences individuelles au travail».

Au lieu d'analyser la faiblesse objective du mouvement ouvrier, la RCA proclame une «ère nouvelle». Les impressions subjectives d'un enthousiasme massif remplacent les critères objectifs de classe.

La RCA peut ainsi écrire: « Près de 800 petites entreprises ont fermé leurs portes ce jour-là, que ce soit par véritable solidarité politique avec le mouvement anti-ICE, sous la pression des employés qui souhaitaient y participer, ou pour une combinaison des deux. Au début, seule une poignée de petites entreprises avaient annoncé leur fermeture, mais à mesure que la pression pour participer s'intensifiait, des dizaines puis des centaines de petites entreprises ont suivi comme des dominos. Il en a résulté une cascade de fermetures de petites entreprises. (...) Des institutions telles que le Musée des sciences du Minnesota, l'Institut d'art du Minnesota et le Théâtre Guthrie ont également fermé leurs portes ». Une véritable solidarité politique de la part de commerçants bourgeois ou d'institutions publiques? Comment les propriétaires bourgeois peuvent-ils exprimer une solidarité politique, c'est-à-dire de classe, avec les prolétaires immigrés?

La fermeture d'environ 800 petites entreprises, ainsi que celle des musées, des écoles, etc., décidée par les institutions elles-mêmes «en signe de solidarité», n'est pas une grève. Si un propriétaire ferme son commerce, il ne s'agit pas d'une action collective de grève de la main-d'œuvre contre le capital. De même, si les institutions publiques ferment (hypocritement) «à cause du mauvais temps», ce n'est pas une grève. Ici, la RCA confond une action de protestation interclassiste avec une lutte de nature classiste des travailleurs qui intervient structurellement dans la reproduction du capital.

Cependant, malgré les exagérations et les fantasmes, on peut se faire une idée plus précise à partir du texte même de la RCA: « même si elle n'a pas provoqué une fermeture totale des principaux moteurs de l'économie locale, elle a sans aucun doute constitué un arrêt de travail généralisé, qui a significativement affecté l'activité économique de

la zone métropolitaine ce jour-là. (...) la manifestation devant l'aéroport de Minneapolis ce même matin... n'a pas réussi à fermer complètement l'aéroport ». Manifestation, pas action sur le lieu de travail. Les industries clés et l'aéroport ont fonctionné normalement, à la grande satisfaction de la grande bourgeoisie. Pourtant, la RCA insiste sur le fait qu'il s'agissait d'une grève générale. La RCA évoque les *tchats* sur Signal, les réseaux de quartier, les réunions communautaires, l'indignation morale, et présente tout cela comme une organisation de classe. Il s'agit d'une mobilisation «politique» interclassiste, d'activisme.

La lutte de classe se développe à travers la polarisation entre d'un côté les prolétaires, les travailleurs salariés, les «sans-réserves» et de l'autre les capitalistes et leur État — dans les usines, les entrepôts, les hôpitaux, dans les

Suplemento Venezuela N° 28 al N. 56 de «el programa comunista»

Febrero de 2026
En este suplemento

- Venezuela: ¡Contra la agresión imperialista norteamericana! ¡Por la lucha de clase del proletariado venezolano, americano y mundial!
- Chile: Medio siglo después, un partidario del golpe de Estado de Pinochet asume el poder democráticamente
- Matanza policial en Brasil
- ¡Ninguna movilización en Venezuela por la «defensa de la Patria»! ¡El enemigo está en el propio país!
- ¡No a la agresión estadounidense contra Venezuela! ¡No a la dominación imperialista estadounidense sobre América Latina! ¡Unidad del proletariado contra el imperialismo y todos los Estados burgueses!
- Del "Llamamiento al proletariado de las dos Américas" del Comité Ejecutivo de la Internacional Comunista (noviembre 1920)
- Protestas de la Generación Z: No será la "juventud" la que derrocará al capitalismo, sino el proletariado unido tras su partido de clase
- Estados Unidos: Las grandes manifestaciones-desfiles no pueden detener los ataques antiproletarios
- El plan de Trump para Gaza: el aplastamiento eterno de los palestinos
- El objetivo del proletariado palestino no es una imposible «patria palestina», sino la lucha de clase que una a los proletarios por encima de las divisiones nacionales
- Masacres en Sudán

Precio de una copia: América Latina: US \$ 0,5 / América del Norte: US \$ 1 / Europa: 1euro

rues, partout où se produit le choc entre le mode de production capitaliste et sa préservation, et l'affirmation des besoins matériels et sociaux de la classe ouvrière. Pas dans des campagnes de hashtags.

La RCA affirme que « *la capacité d'auto-organisation, les changements rapides dans la conscience, l'instinct de classe qui se manifeste et l'énorme potentiel pour intensifier encore davantage le mouvement sont absolument évidents. Des centaines de milliers d'habitants ordinaires du Minnesota cherchent une voie à suivre...* ». Cependant, la réalité est que les travailleurs n'ont pas été capables de briser les restrictions étouffantes de la dite « clause de non-grève », ni de promouvoir d'autres méthodes et moyens de lutte orientés vers la classe ; ils n'ont même pas atteint le niveau de ce que Lénine appelait à son époque la « conscience trade-unioniste ».

Pour la RCA, cette faiblesse structurelle du mouvement ouvrier n'existe pas : l'absence de grève organisée de la production, la subordination aux limites imposées par les syndicats, le caractère interclassiste de l'action, la défense omniprésente de la « Constitution », le manque d'organisation de classe (l'organisation de classe ne peut exister qu'en tant qu'organisation contre le capitalisme). Il ne s'agit pas de lacunes secondaires, mais de limites structurelles du mouvement ouvrier. Pour la RCA, cependant, la seule faiblesse est qu'*il manque au mouvement une direction politique clairement définie*, c'est-à-dire l'absence d'un parti révolutionnaire.

Mais même un parti révolutionnaire ne peut créer une grève là où il n'existe pas de base réelle.

Qualifier les manifestations contre l'ICE à Minneapolis de « *plus grand tournant depuis 1946* », c'est dévaloriser les véritables grèves générales historiques, diluer la signification des concepts et minimiser l'importance de la lutte de classes. L'inflation de termes tels que grève — en fait, grève générale — et lutte des classes conduit à la désorientation du prolétariat et sape le sérieux de la nécessité de déployer ces armes et d'entrer sur le terrain de la lutte authentique de classe.

Lorsque la RCA déclare que les manifestations de masse et l'« absence au travail » tolérée constituent une grève — et dans ce cas précis, une grève générale —, elle crée une illusion de force, masque les faiblesses et les difficultés réelles et rabaisse le niveau de la lutte des classes. Le prolétariat a besoin de la vérité et d'une orientation adéquate, pas de mythes mobilisateurs ni d'astuces marketing.

Une véritable grève sépare les travailleurs des patrons capitalistes, exacerbe l'antagonisme entre les classes, met à nu le rôle de l'État en tant que défenseur du capital et oblige le capital à répondre par la répression (comme lors de la grève des camionneurs de Minneapolis en 1934, lorsque jusqu'à 35 000 ouvriers du bâtiment se joignirent à eux en signe de solidarité, la police tua deux grévistes, 100 000 personnes assistèrent à leurs funérailles et cela aboutit à la fin de la résistance des patrons).

Une grève apprend aux travailleurs

par l'expérience: la confrontation, la discipline collective, l'organisation, la création de comités de grève, la construction d'un réseau militant qui coordonne les lieux de travail...

Le résultat réel de leurs luttes — puisqu'ils ne gagnent qu'occasionnellement et de manière temporaire — n'est pas le succès immédiat, mais l'unification croissante des travailleurs, leur organisation en tant que classe, l'affûtage de leurs propres armes, la préparation à la lutte politique et révolutionnaire, car toute lutte de classe est, en fin de compte, une lutte politique.

Conclusion? Minnesota a été le théâtre d'importantes manifestations, de moments de radicalisation politique, d'expressions de colère. Cependant, il ne s'est agi ni d'une grève générale, ni d'un pas vers celle-ci; ce n'était pas une attaque contre le capital à partir de positions de classe, ni un pas vers une forme supérieure d'organisation de classe (d'« économique » à « politique »).

En d'autres termes, indiquer la voie vers une véritable organisation de classe en rejetant la solidarité interclassiste illusoire, et contribuer à rétablir la grève — et non la « journée d'action », le « black-out économique » ou les marches pacifistes de masse — comme véritable arme du prolétariat.

14/04/2026 ●

(1) <https://communism.ie/the-2026-minnesota-general-strike-a-historic-turning-point/>

Les manifestations en Bolivie et la nécessité de la lutte indépendante de classe

Depuis plusieurs semaines la Bolivie est confrontée à une vague de protestations, de manifestations, de blocages de route. La capitale La Paz est pratiquement paralysée par les blocages qui depuis plus de 4 semaines entraînent des pénuries de biens de première nécessité et paralysent l'activité économique. Commencées au début du mois de mai, les actions de protestation se sont étendues à une bonne partie du pays, impliquant des secteurs variés : petits paysans producteurs de coca, organisations indigènes, petits commerçants, transporteurs routiers, mineurs, enseignants, etc. Le gouvernement a accusé l'ancien président Evo Morales et des groupes de narco-trafiquants d'être responsables du mouvement ; il

s'agit d'une manœuvre grossière pour déconsidérer les manifestants. S'il est vrai que les partisans d'Evo Morales se sont affrontés à la police à La Paz après une marche de plusieurs jours depuis le département d'Oruro (1), la colère face à la politique gouvernementale touche des secteurs bien plus larges que les petits producteurs de coca.

Les appels creux du gouvernement à la concertation, conjugués à la répression des manifestations (au moins 4 manifestants ont été tués) n'ont pas réussi à endiguer le mouvement : on décomptait une centaine de barrages routiers début juin et la démission du président, 6 mois après son élection, est devenue une revendication centrale.

Rodrigo Paz, intronisé président en

novembre 2025, a été élu en promettant un « capitalisme pour tous ».

Il a profité du rejet du MAS (Mouvement vers le Socialisme) au pouvoir depuis vingt ans (à l'exception du coup d'État de 2019) qui était éclaboussé par des scandales de corruption, divisé entre partisans et adversaires d'Evo Morales et surtout incapable de faire face à la plus grave crise économique connue par le pays depuis des décennies : l'année dernière a été la première fois que le pays est entré en récession depuis 40 ans (en dehors de l'année du Covid) : une inflation autour de 20% (annuellement) une baisse du PIB de 1,6% qui devrait atteindre selon le FMI 3,3% en 2026. Les bénéfices tirés de la vente des matières premières, surtout le gaz, ont permis pendant des années de nourrir la croissance économique et d'assurer la paix sociale par la redistribution d'une partie de cette rente. Mais la baisse de production de gaz a entraîné une forte

(Suite en page 20)

Les manifestations en Bolivie et la nécessité de la lutte indépendante de classe

(Suite de la page 19)

chute de ces revenus (de plus de 6 milliards de dollars en 2014 à 1,1 milliards en 2024), plongeant les finances du pays dans le rouge et déclenchant la crise économique.

Paz avait promis de rétablir la situation sans prendre des mesures d'austérité drastiques comme le demandaient les partisans de la droite dure, et en ménageant les couches populaires.

Mais une fois élu ses promesses électorales s'évanouirent ; le nouveau gouvernement qui compte parmi ses membres des éléments d'extrême droite (par exemple le commandant de police responsable de massacres lors du coup d'état de 2019) et qui jouit du soutien des Etats-Unis et de l'Argentine de Milei, se mit, comme c'était inévitable, au service ouvert des grands capitalistes ; il inaugura une politique d'austérité antisociale en accord avec les recommandations du FMI ; les subventions du prix des carburants furent supprimées, ce qui provoqua une poussée inflationniste, sans que la qualité de l'essence importée soit améliorée (2), l'impôt sur les grandes fortunes fut annulé, etc. Satisfaisant une revendication historique des grands propriétaires fonciers, une loi (1720) modifiait les droits fonciers pour permettre l'acaparement des terres par l'agro-industrie. Mais la promulgation de cette loi 1720 en avril déclencha une réaction inattendue : de puissantes manifestations de protestations des organisations paysannes et indigènes éclatèrent au point d'obliger le gouvernement à l'abroger partiellement au bout de 24 jours de mobilisation. Ce recul incita la généralisation du mouvement contre les mesures d'austérité gouvernementales.

Le mouvement est chapeauté par la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) et les syndicats de paysans. Mais la COB n'est pas un syndicat de classe et elle cherche à éviter que le mouvement se radicalise. Bien qu'une assemblée de du syndicat ait voté le premier mai pour la grève générale, la COB a refusé de mettre cette décision en pratique ; elle préfère organiser des grandes manifestations « pour la démocratie » et la défense de la patrie et soutenir la demande de démission du président, c'est-à-dire l'organisation de nouvelles élections. Si jusqu'ici les dirigeants de la COB n'ont

pas osé répondre positivement aux offres de concertation de Paz – en plusieurs endroits du pays les manifestants ont débordé les organisations syndicales en les accusant de vouloir freiner la lutte – il est clair qu'ils cherchent le moyen de mettre fin au conflit de la façon la plus indolore pour l'ordre établi. S'ils n'y réussissent pas, le gouvernement se prépare à utiliser la manière forte : il a fait voter une loi permettant le recours à l'armée.

Pour les prolétaires et les masses pauvres, la démocratie n'est qu'un leurre. La crise capitaliste signifie un redoublement des attaques anti-sociales et anti-ouvrières, quel que soit le gouvernement au pouvoir. Contre ces attaques, seule une lutte décidée, sur des orientations clairement anti-capitalistes, peut être efficace. Cela implique la lutte et l'organisation indépendante de classe, pour la défense exclusive des intérêts prolétariens et non des intérêts de la « patrie » ou du « peuple » – c'est-à-dire d'intérêts en définitive bourgeois ; l'interclassisme signifie toujours le sacrifice des intérêts prolétariens. Le prolétariat a la possibilité de mettre à genoux le pouvoir bourgeois, à condition qu'il lutte sur des positions et avec des méthodes **de classe** ; il peut alors entraîner **derrière lui** dans la lutte les couches petites bourgeoises et petites paysannes révoltées, au lieu d'être noyé dans un paralysant magma « populaire ». C'est cette perspective qu'il doit suivre à l'inverse de ce que préconisent les différents groupes d'extrême-gauche partisans d'un « démocratisme populaire » et suivistes de la COB.

• **Pour la lutte prolétarienne indépendante de classe !**

• **Pour la reconstitution du parti de classe international !**

• **Pour la révolution communiste internationale !**

6/06/2026 ●

(1) Evo Morales s'est réfugié dans cette région pour échapper à une condamnation judiciaire.

(2) Pour des raisons d'économie l'Etat importe de l'essence peu raffinée, moins chère, mais qui encrasse les moteurs.



Visitez notre
site internet :
[https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

**Soutenez la presse
internationale du parti !
Souscrivez !**

••• **«le prolétaire»** : Journal bimestriel ••• **«Programme communiste»** : Revue théorique en français ••• **«il comunista»** : Journal bimestriel en italien ••• **«Quaderni de «il comunista»** : Revue théorique en italien ••• **«el proletario»** : Journal en italien ••• **«el programa comunista»** : Revue théorique en espagnol ••• **«Suplemento Venezuela»** à «programa comunista» ••• **«Proletarian»** : Supplément en anglais au «prolétaire» ••• **«Communist Program»** : Revue théorique en anglais.

Correspondance :

Pour la France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

**SOUSCRIPTION PERMANENTE
Deuxième liste 2026**

Claude: 7,50 / Emmanuelle: 22,50 / François: 7,50 / Jean Pierre: 7,50 / Joël: 100,00 / Paris: 1200,00 / Tanguy: 7,50

**Total liste : 1352,50
Total général : 3408,50**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire» : 7,5 € / 15 CHF / £ 10/5 DT/40 DA/20 DH/6\$ Can
Abonnement de soutien : 15 € / 30 CHF / £ 15 / 12 \$ Can

«Programme Communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 CHF / £ 3 / 200 DA / 25 DH / USA et CAN: US \$ 4
Abonnement : le prix de 4 numéros.
«il comunista», le numéro: 2 € / 5 CHF / £ 1,5.

Abonnement : le prix de 4 numéros.
«el proletario» Le numéro: Europe : 1,5€, 3 CHF, £ 1,5 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et CAN: US \$ 2.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 CHF / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et CAN: US \$ 3.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 CHF / USA et CAN: US \$ 4
«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 CHF / USA et CAN: US \$ 2